



Conseil économique et social

Distr. limitée
19 juin 2002
Français
Original: anglais

Pour action

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session ordinaire de 2002

16-20 septembre 2002

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Rapport et états financiers pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001**

Résumé

Le présent document, qui est soumis au Conseil d'administration pour examen et action, contient le rapport financier sur les comptes de l'UNICEF pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001. Il comporte 12 états et 4 tableaux, récapitulant les résultats financiers des opérations de l'UNICEF en 2000 et en 2001. Établi conformément à la résolution 50/204 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1995, et à la présentation arrêtée par le Conseil des chefs de secrétariat (anciennement appelé Comité administratif de coordination), ce document tient compte de la nécessité d'harmoniser la présentation des comptes des organismes du système des Nations Unies. Les états financiers sont suivis d'une série de notes où figurent des informations diverses, dont un exposé récapitulatif de principes comptables importants.

* E/ICEF/2002/11.

** Le document a été présenté en retard aux services de conférence, sans la note explicative exigée par l'Assemblée générale, au paragraphe 8 de sa résolution 53/208 B, en cas de soumission tardive d'un rapport aux services de conférence.



Table des matières

	<i>Page</i>
Sigles	4
I. Rapport financier pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001	5
II. États financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001	7
État I. Recettes, dépenses et variations du solde des réserves et des fonds pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001	7
État II. Actif, passif et solde des réserves et des fonds au 31 décembre 2001	8
État III. Mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001	9
État IV. Ouvertures de crédits pour l'exercice biennal 2000-2001, au 31 décembre 2001	10
État V. Ensemble des ressources financières pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001	11
État VI. État au 31 décembre 2001 des engagements approuvés au titre des ressources ordinaires, des fonds supplémentaires et du Fonds pour les secours d'urgence et le relèvement	12
État VII. Coopération au titre des programmes – ressources ordinaires, fonds supplémentaires et Fonds de secours d'urgence et de relèvement : état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001	13
État VII-1. Coopération au titre des programmes – ressources ordinaires : état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001	18
État VII-2. Coopération au titre des programmes – fonds supplémentaires : état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001	22
État VII-3. Coopération au titre des programmes – contributions au titre des programmes de secours d'urgence et de relèvement : état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001	26
État VIII. Fonds d'immobilisation : état de l'actif, du passif et du solde du Fonds au 31 décembre 2001	29
État IX. Situation de trésorerie au 31 décembre 2001	31
Notes afférentes aux états financiers	32

Tableaux

Tableau 1.	Contributions reçues ou annoncées pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001	44
Tableau 2.	Sommes à recevoir au 31 décembre 2001 au titre des ressources ordinaires, des fonds supplémentaires et des secours d'urgence et du relèvement	52
Tableau 3.	Services d'achats et autres activités pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001	58
Tableau 4.	Recettes, dépenses et solde des fonds pour les achats contre remboursement de l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001	62

Annexes

Annexe I.	Recettes, dépenses et variations du solde des réserves et des fonds au 31 décembre 2000 et au 31 décembre 2001	63
Annexe II.	Définition de certains termes employés dans le rapport.	65

Sigles

ACDI	Agence canadienne de développement international
AGFUND	Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies
AusAID	Agence australienne pour le développement économique
CCS	Conseil des chefs de secrétariat (nouvelle appellation du Comité administratif de coordination)
CDC	Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (États-Unis)
DSP	Division du secteur privé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FPU	Fonds pour le programme d'urgence
GAVI	Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination
Habitat	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
NORAD	Agence norvégienne de développement international
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies pour le VIH/sida
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUCID	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
SIDA	Agence suédoise de développement international
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
USAID	Agency for International Development des États-Unis

I. Rapport financier pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001

Introduction

1. La Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) présente ci-après le rapport financier sur les comptes de l'UNICEF pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001; ce document comporte 12 états et 4 tableaux. La présentation des états I, II, III et IV est conforme aux modèles adoptés par le Conseil des chefs de secrétariat (CCS) en vue de l'harmonisation des comptes des organismes des Nations Unies. Le rapport financier donne des détails sur les résultats financiers des activités de l'UNICEF pour 2000 et 2001. Les faits les plus marquants sont récapitulés dans les paragraphes qui suivent.

Recettes

2. Le montant total des recettes de l'UNICEF pour l'exercice 2000-2001 s'est chiffré à 2 milliards 349 millions de dollars. Presque tous les gouvernements, tant des pays industrialisés que des pays en développement, ont versé des contributions en 2000-2001. Les recettes se sont établies comme suit : 1 099 000 dollars pour les ressources ordinaires, 816 millions de dollars pour les fonds supplémentaires et 434 millions de dollars pour les secours d'urgence. Leur répartition en fonction de l'origine des fonds était la suivante : 63 % (1,5 milliard de dollars) provenaient de gouvernements; 31 % (723 millions de dollars) de campagnes de collecte de fonds, de la vente de cartes de vœux et de dons individuels; et 4 % (84 millions de dollars) de sources diverses, dont une réévaluation des éléments de l'actif et du passif compte tenu des fluctuations des taux d'intérêt et de change, et 2 % (42 millions de dollars) d'organismes des Nations Unies.

Dépenses

3. En 2000-2001, les dépenses de l'UNICEF se sont élevées à 2 milliards 335 millions de dollars. Sur ce total, 1 milliard 23 millions de dollars a été prélevé sur les ressources ordinaires et 746 millions de dollars sur les fonds supplémentaires pour financer les activités de coopération au titre des programmes et 411 millions de dollars ont été affectés aux secours d'urgence et au relèvement. Le solde (155 millions de dollars) correspondait à des dépenses de gestion et d'administration.

Dons en nature

4. En 2000-2001, des dons en nature, évalués par les donateurs à 30 millions de dollars, ont été affectés par l'UNICEF à des projets. Ces dons ne figurent pas dans les comptes de l'UNICEF, bien qu'ils soient gérés par les services administratifs du Fonds.

Fonds d'affectation spéciale

5. Les fonds d'affectation spéciale qui ne se rapportent pas à des programmes approuvés par le Conseil d'administration de l'UNICEF ne sont pas pris en compte dans les recettes et les dépenses du Fonds. Il s'agit essentiellement de fonds destinés à financer des biens et services achetés et fournis, contre remboursement, par l'UNICEF, pour le compte de gouvernements, d'autres organismes des Nations Unies ou d'organisations non gouvernementales. En 2000-2001, les contributions versées à ces fonds se sont chiffrées à 612 millions de dollars. Les dépenses et engagements de dépenses imputés sur ces comptes se sont élevés à 582 millions de dollars.

Liquidités

6. Le montant total des disponibilités de l'UNICEF s'élève à 645 millions de dollars, y compris le solde inutilisé des fonds d'affectation spéciale (198 millions de dollars). Sur ce montant, 643 millions de dollars étaient placés dans des banques de premier ordre, dont 620 millions de dollars sur des comptes de dépôts à terme et 23 millions de dollars sur des comptes courants. Le montant de l'encaisse s'élève à 2 millions de dollars.

Programmes approuvés

7. Durant l'exercice biennal 2000-2001, le Conseil d'administration a approuvé un montant de 2 milliards 969 millions de dollars pour de nouveaux programmes en faveur de l'enfance dans des pays avec lesquels l'UNICEF coopère, ainsi que pour des projets régionaux et interrégionaux. Ce total comprend 1 milliard 732 millions de dollars pour des programmes devant être financés au moyen des ressources ordinaires et 806 millions de dollars pour des projets que le Conseil a approuvés, les jugeant dignes de recevoir un appui, et qui ont été financés par les fonds supplémentaires dont les donateurs ont annoncé le versement en 2000-2001. Sont également inclus 431 millions de dollars pour des projets financés au moyen de contributions annoncées au titre des secours d'urgence et du relèvement.

La Directrice générale
du Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(*Signé*) Carol **Bellamy**

II. États financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001

État I

Recettes, dépenses et variations du solde des réserves et des fonds pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2000-2001			1998-1999	Total	Total
	Autres ressources			Total		
	Ressources ordinaires ^a	Fonds supplémentaires	Secours d'urgence et relèvement			
Recettes						
Contributions volontaires						
De gouvernements (tableau 1)	694 218	529 763	290 579	1 514 560	1 290 211	
À déduire : Versement au titre du budget d'appui biennal (note 3)	(15 431)			(15 431)		
	678 787			1 499 129		
De sources non gouvernementales/privées (tableau 1)	4 952	270 603	123 897	399 452	317 978	
Division du secteur privé (note 4)	324 378			324 378	382 966	
Fonds reçus au titre d'arrangements interorganisations (tableau 1)	33	20 220	21 818	42 071	11 924	
Autres recettes						
Intérêts	65 598			65 598	56 614	
Recettes diverses (note 5)	41 711			41 711	24 094	
Ajustements pour fluctuations de change	(16 756)	(4 408)	(2 343)	(23 507)	56	
Total, recettes	1 098 703	816 178	433 951	2 348 832	2 083 843	
Dépenses						
Coopération au titre des programmes	740 140	746 010	411 225	1 897 375	1 461 958	
Appui aux programmes (état IV)	282 678			282 678	293 981	
Total, coopération au titre des programmes	1 022 818	746 010	411 225	2 180 053	1 755 939	
Gestion et administration (état IV)	154 893			154 893	171 002	
Total, dépenses	1 177 711	746 010	411 225	2 334 946	1 926 941	
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(79 008)	70 168	22 726	13 886	156 902	
Sommes passées par profits et pertes et ajustements reportés d'exercices antérieurs (note 6)	4 890	3 691	5 205	13 786	18 482	
Excédent (déficit) net des recettes par rapport aux dépenses	(83 898)	66 477	17 521	100	138 420	
Solde des réserves au 1er janvier	29 222			29 222	28 951	
(Diminution) des réserves	(289)			(289)	271	
Solde des fonds au 1er janvier	267 652	282 756	126 398	676 806	538 386	
Solde des réserves et des fonds au 31 décembre	212 687	349 233	143 919	705 839	706 028	

Les notes ci-après font partie intégrante du présent état et il convient de s'y reporter.

^a Les ressources ordinaires étaient désignées antérieurement sous le nom de masse commune des ressources.

La Directrice générale
(Signé) Carol Bellamy

Le Contrôleur
(Signé) Ellen Yaffe

État II

Actif, passif et solde des réserves et des fonds au 31 décembre 2001

(En milliers de dollars des États-Unis)

		2001	2000
Actif			
Disponibilités et dépôts à terme			
En monnaies convertibles	(note 7)	637 007	541 008
En monnaies non convertibles	(note 7)	7 543	17 718
Comptes débiteurs			
Contributions à recevoir	(tableau 2)	212 588	202 516
<i>À déduire</i> : Provisions pour contributions à recevoir irrécouvrables	(note 9)	(5 000)	(5 000)
Montant net des contributions à recevoir		207 588	197 516
Divers	(note 10)	289 086	261 697
Stocks	(note 11)	25 708	26 362
Bâtiments et matériel	(note 12)	12 720	12 675
Total, actif		1 179 652	1 056 976
Passif			
Contributions versées d'avance	(note 13)	3 459	990
Engagements non réglés	(note 14)	173 240	192 302
Comptes créditeurs	(note 15)	75 140	33 367
Fonds d'affectation spéciale	(tableau 3)	197 631	104 961
Fonds d'assurance maladie		24 343	19 328
Total, passif		473 813	350 948
Solde des réserves et des fonds			
Réserves			
Pour dépenses de personnel et charges connexes liées aux services	(tableau 4)	2 000	2 000
Pour l'assurance	(note 16)	131	131
Pour les immobilisations	(état VIII)	26 802	27 091
Total, réserves		28 933	29 222
Solde des fonds			
Ressources ordinaires		183 754	267 652
Fonds supplémentaires		349 233	282 756
Secours d'urgence et relèvement		143 919	126 398
Total des fonds		676 906	676 806
Total, solde des réserves et des fonds		705 839	706 028
Total, passif – solde des réserves et des fonds		1 179 652	1 056 976

Les notes ci-après font partie intégrante du présent état et il convient de s'y reporter.

La Directrice générale
(Signé) Carol **Bellamy**

Le Contrôleur
(Signé) Ellen **Yaffe**

État III

Mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2001	1999
Mouvements de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles		
Excédent net des recettes sur les dépenses	100	138 420
(Augmentation) des contributions à recevoir	(10 072)	(46 140)
(Augmentation) du solde des autres comptes débiteurs	(27 389)	(88 792)
(Augmentation) diminution d'autres éléments de l'actif	654	(1 779)
Augmentation (diminution) des contributions versées d'avance	2 469	(241)
Augmentation du solde des comptes créditeurs	46 788	8 642
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	(19 062)	75 683
<i>À déduire</i> : Intérêts créditeurs	(65 598)	(56 614)
Solde des mouvements de trésorerie relatifs aux activités opérationnelles	(72 110)	29 179
Mouvements de trésorerie relatifs aux activités d'investissement et de financement		
Augmentation du solde des fonds d'affectation spéciale	92 670	55 455
<i>À ajouter</i> : Intérêts créditeurs	65 598	56 614
Solde des mouvements de trésorerie relatifs aux activités d'investissement et de financement	158 268	112 069
Autres mouvements de trésorerie		
(Augmentation) diminution du poste terrains et bâtiments	(45)	456
Augmentation (diminution) des réserves et autres fonds	(289)	271
Solde des autres mouvements de trésorerie	(334)	727
Augmentation nette des disponibilités et dépôts à terme	85 824	141 975
Disponibilités et dépôts à terme au 1er janvier	558 726	416 751
Disponibilités et dépôts à terme au 31 décembre	644 550	558 726

État IV

Ouvertures de crédits pour l'exercice biennal 2000-2001, au 31 décembre 2001

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Ouverture de crédits</i>				<i>Dépenses</i>		Total	<i>Montants inutilisés (ou dépassement)</i>
	<i>Montants initiaux</i>	<i>Montants supplémentaires</i>	<i>Transferts/ajustements</i>	<i>Montants révisés</i>	<i>Appui aux programmes</i>	<i>Gestion et administration</i>		
Appui aux programmes								
Bureaux de pays et bureaux régionaux	279 117	–	906	280 023	266 747	–	266 747	13 276
Siège	79 628	–	306	79 934	70 987	–	70 987	8 947
Total partiel	358 745	–	1 212	359 957	337 734	–	337 734	22 223
Gestion et administration	186 769	–	(1 212)	185 557	–	184 156	184 156	1 401
Total	545 514	–	–	545 514	337 734	184 156	521 890	23 624

Les recouvrements au profit du budget s'établissaient comme suit :

Dépenses	337 734	184 156	521 890
<i>À déduire</i> : Recouvrement au titre des activités d'emballage et d'emmagasinage	6 889	–	6 889
Recouvrement au titre des projets financés par des fonds supplémentaires et des projets relatifs aux secours d'urgence et au relèvement ^a	43 925	8 997	52 922
Commissions d'agent au titre de l'administration des fonds d'affectation spéciale non liés à des passations de marchés et du programme des administrateurs auxiliaires	–	9 077	9 077
Contributions des gouvernements au titre des dépenses locales ^b	646	–	646
Versement au titre du remboursement de l'impôt national sur le revenu ^b	3 596	11 189	14 785
Total partiel	55 056	29 263	84 319
Montant net : dépenses (état I)	282 678	154 893	437 571

^a Ces chiffres sont présentés dans le cadre de l'établissement du budget d'appui biennal 2000-2001. La méthode utilisée pour le calcul des ouvertures de crédits ayant changé entre l'exercice précédent et l'exercice actuel, les comparaisons ne sont pas possibles.

^b Il est tenu compte de cet ajustement pour la première fois à partir de l'exercice biennal 2000-2001.

État V
**Ensemble des ressources financières pour l'exercice biennal
terminé le 31 décembre 2001**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2000-2001				1998-1999	
	<i>Autres ressources</i>				Total	Total
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Fonds supplémentaires</i>	<i>Secours d'urgence et relèvement</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale^a</i>		
Soldes d'ouverture	267 652	282 756	126 398	92 511	769 317	578 420
Recettes/rentées de fonds	1 098 703	816 178	433 951	611 741	2 960 573	2 478 409
Fonds disponibles	1 366 355	1 098 934	560 349	704 252	3 729 890	3 056 829
Dépenses/décaissements	1 177 711	746 010	411 225	581 658	2 916 604	2 269 030
Passations en profits et pertes/ ajustements pour les exercices antérieurs	4 890	3 691	5 205		13 786	18 482
Solde de clôture	183 754	349 233	143 919	122 594	799 500	769 317

^a Les fonds d'affectation spéciale étaient antérieurement désignés sous le nom de comptes spéciaux.

État VI
État au 31 décembre 2001 des engagements approuvés au titre des ressources ordinaires, des fonds supplémentaires et du Fonds pour les secours d'urgence et le relèvement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Autres ressources</i>			Total
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Fonds supplémentaires</i>	<i>Secours d'urgence et relèvement</i>	
Solde inutilisé au 1er janvier 2000 des fonds alloués aux programmes	1 579 007	380 553	131 738	2 091 298
Engagements approuvés par le Conseil d'administration ^a				
Nouveaux programmes	1 681 026			1 681 026
Engagements ayant pris effet entre les sessions du Conseil ^b	50 735	805 662	431 429	1 287 826
Passation par profits et pertes de contributions annoncées		(3 691)	(5 205)	(8 896)
Annulation de programmes ^c	(107 211)	33	(33)	(107 211)
Économies réalisées au titre du budget 2000-2001	(23 624)			(23 624)
Recouvrements au profit du budget	(84 319)			(84 319)
Total partiel	3 095 614	1 182 557	557 929	4 836 100
Dépenses	1 177 711	746 010	411 225	2 334 946
Solde inutilisé des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001	1 917 903	436 547	146 704	2 501 154
Solde des fonds au 31 décembre 2001	183 754	349 233	143 919	676 906
Écart de conversion, 1987-2001		(140)	(775)	(915)
Total partiel	183 754	349 093	143 144	675 991
Engagements à imputer sur les recettes futures	1 734 149	87 454	3 560	1 825 163

^a E/ICEF/2000/P/L.27 (décisions 2000/10, 2000/12 et 2000/13), E/ICEF/2000/P/L.19 (décision 2000/2), E/ICEF/2001/P/L/72 et P/L.73 (décisions 2001/14 et 2000/15), E/ICEF/2001/P/L.74 (décision 2001/16) et E/ICEF/2001/AB/L.10 (décision 2001/13).

^b Crédits alloués aux programmes pour 2000 et 2001, imputés sur les recettes de la Division du secteur privé, sur les ressources ordinaires destinées au financement de projets devant être financés par d'autres ressources et pour lesquels le financement n'était pas assuré.

^c Le montant de 107 211 dollars correspondant aux annulations de programmes devant être financés par les ressources ordinaires représente les soldes inutilisés des montants approuvés par le Conseil aux fins de l'application de recommandations relatives au Fonds pour les programmes d'urgence arrivées à expiration en 1998 et 1999.

État VII

**Coopération au titre des programmes – ressources ordinaires, fonds supplémentaires
et Fonds de secours d'urgence et de relèvement : état des fonds alloués aux programmes,
des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2002</i>
Afrique					
Afrique du Sud	5 045 996	8 672 424	13 718 420	6 637 836	7 080 584
Angola	22 917 884	20 923 486	43 841 370	27 978 611	15 862 759
Bénin	7 831 992	1 838 861	9 670 853	5 487 042	4 183 811
Botswana	4 112 916	18 765	4 131 681	1 997 832	2 133 849
Burkina Faso	12 016 147	23 167 642	35 183 789	12 999 854	22 183 935
Burundi ^a	3 823 087	13 158 539	16 981 626	7 505 320	9 476 306
Cameroun	5 291 223	5 932 159	11 223 382	5 951 671	5 271 711
Cap-Vert	3 644 988	558 504	4 203 492	1 489 756	2 713 736
Comores	2 083 572	926 808	3 010 380	1 329 397	1 680 983
Congo ^a	1 532 747	2 959 393	4 492 140	2 966 156	1 525 984
Côte d'Ivoire	5 126 548	5 969 744	11 096 292	5 907 032	5 189 260
Érythrée	8 014 139	26 920 682	34 934 821	20 585 006	14 349 815
Éthiopie	48 457 867	115 607 930	164 065 797	69 201 371	94 864 426
Gabon	2 476 568	3 096 000	5 572 568	1 590 782	3 981 786
Gambie	3 881 558	4 734 090	8 615 648	2 290 245	6 325 403
Ghana	9 602 581	25 729 565	35 332 146	14 188 056	21 144 090
Guinée	5 227 086	19 918 016	25 145 102	9 574 684	15 570 418
Guinée-Bissau	5 081 515	2 051 275	7 132 790	3 487 674	3 645 116
Guinée équatoriale	3 590 820	3 115 385	6 706 205	1 469 420	5 236 785
Kenya	17 710 261	12 941 170	30 651 431	19 453 950	11 197 481
Lesotho	2 842 292	7 400 582	10 242 874	1 884 249	8 358 625
Libéria	4 829 388	7 939 640	12 769 028	8 534 831	4 234 197
Madagascar	7 484 821	22 535 237	30 020 058	16 403 902	13 616 156
Malawi	9 763 741	38 641 409	48 405 150	17 430 761	30 974 389
Mali	14 684 022	10 868 052	25 552 074	15 847 920	9 704 154
Maurice	1 399 251	1 513 139	2 912 390	1 191 892	1 720 498
Mauritanie	6 596 939	1 809 273	8 406 212	4 612 980	3 793 232
Mozambique	25 470 415	78 589 782	104 060 197	44 359 520	59 700 677
Namibie	3 206 200	5 308 748	8 514 948	3 561 340	4 953 608
Niger	34 310 901	1 463 656	35 774 557	13 177 917	22 596 640
Nigéria	33 876 467	157 321 666	191 198 133	53 985 426	137 212 707
Ouganda ^a	26 146 611	38 691 200	64 837 811	33 007 421	31 830 390
République centrafricaine	3 450 048	9 019 657	12 469 705	3 892 102	8 577 603
République démocratique du Congo ^a	49 743 761	14 321 263	64 065 024	43 526 376	20 538 648
République-Unie de Tanzanie ^a	22 173 934	48 983 389	71 157 323	25 319 497	45 837 826
Rwanda ^a	6 730 227	17 899 699	24 629 926	10 496 060	14 133 866
Sao Tomé-et-Principe	2 028 684	3 088 910	5 117 594	1 284 997	3 832 597
Sénégal	4 480 812	19 361 249	23 842 061	8 909 586	14 932 475

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2002</i>
Sierra Leone	11 037 275	22 191 057	33 228 332	20 494 141	12 734 191
Somalie	10 257 440	44 679 884	54 937 324	30 549 261	24 388 063
Swaziland	1 631 957	5 173 545	6 805 502	1 448 168	5 357 334
Tchad	5 095 181	14 940 473	20 035 654	6 950 532	13 085 122
Togo	2 416 089	11 261 266	13 677 355	4 401 157	9 276 198
Zambie	9 801 468	32 743 861	42 545 329	18 809 448	23 735 881
Zimbabwe ^a	17 080 342	2 168 727	19 249 069	9 414 078	9 834 991
Coopération régionale ^a	10 255 362	31 654 563	41 909 925	28 694 878	13 215 047
Total pour la région	504 263 123	947 810 365	1 452 073 488	650 280 135	801 793 353
Amériques et Caraïbes					
Argentine	5 267 524	6 029 643	11 297 167	6 181 535	5 115 632
Belize	2 010 740	3 458 489	5 469 229	1 610 692	3 858 537
Bolivie	8 181 491	4 263 184	12 444 675	9 455 169	2 989 506
Brésil	14 825 783	20 539 859	35 365 642	15 178 448	20 187 194
Chili	2 535 932	2 036 073	4 572 005	1 649 071	2 922 934
Colombie	2 991 448	10 923 834	13 915 282	5 760 485	8 154 797
Costa Rica	2 016 637	3 062 634	5 079 271	1 299 206	3 780 065
Cuba	3 632 148	4 353 098	7 985 246	3 170 568	4 814 678
El Salvador	3 452 338	9 570 109	13 022 447	6 276 780	6 745 667
Équateur	4 719 003	1 638 051	6 357 054	3 731 747	2 625 307
Guatemala	3 851 880	12 454 957	16 306 837	8 157 905	8 148 932
Guyana	926 543	3 233 194	4 159 737	1 227 731	2 932 006
Haiti	6 085 014	12 289 652	18 374 666	6 630 580	11 744 086
Honduras	1 623 356	6 416 621	8 039 977	2 236 273	5 803 704
Jamaïque	2 257 410	4 559 185	6 816 595	2 028 975	4 787 620
Mexique	3 635 598	6 934 919	10 570 517	4 261 492	6 309 025
Nicaragua ^a	8 497 372	5 289 336	13 786 708	5 411 355	8 375 353
Panama	2 018 329	3 310 705	5 329 034	2 233 692	3 095 342
Paraguay	2 750 863	2 848 045	5 598 908	2 036 879	3 562 029
Pérou	3 366 345	9 474 586	12 840 931	6 259 963	6 580 968
République dominicaine	2 813 879	9 608 617	12 422 496	6 454 978	5 967 518
Uruguay	2 066 095	2 659 857	4 725 952	1 617 502	3 108 450
Venezuela	3 242 793	7 054 725	10 297 518	5 478 938	4 818 580
Coopération régionale ^a	11 092 443	5 786 713	16 879 156	11 374 430	5 504 726
Total pour la région	103 860 964	157 796 086	261 657 050	119 724 394	141 932 656
Asie orientale et Pacifique					
Cambodge	6 977 564	34 653 576	41 631 140	24 175 950	17 455 190
Chine	43 373 046	66 647 179	110 020 225	35 910 239	74 109 986
Îles du Pacifique	4 695 319	3 753 253	8 448 572	4 030 711	4 417 861
Indonésie	44 749 455	38 274 882	83 024 337	27 596 671	55 427 666
Malaisie	1 193 588	1 554 428	2 748 016	1 113 493	1 634 523
Mongolie	2 503 835	6 524 561	9 028 396	3 837 813	5 190 583
Myanmar	11 133 343	43 649 775	54 783 118	17 610 347	37 172 771

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2002</i>
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 169 128	696 940	3 866 068	2 658 190	1 207 878
Philippines	18 644 666	2 621 416	21 266 082	14 215 868	7 050 214
République démocratique populaire lao	8 723 349	11 400 847	20 124 196	8 747 210	11 376 986
République populaire démocratique de Corée	3 287 700	9 815 820	13 103 520	8 292 704	4 810 816
Thaïlande	7 534 071	7 414 448	14 948 519	5 025 776	9 922 743
Timor Oriental	5 662 754	15 115 565	20 778 319	15 825 491	4 952 828
Viet Nam	27 798 920	32 293 605	60 092 525	21 150 594	38 941 931
Total pour la région	189 446 738	274 416 295	463 863 033	190 191 057	273 671 976
Asie méridionale					
Afghanistan	31 992 518	66 819 536	98 812 054	51 128 071	47 683 983
Bangladesh	60 149 427	90 137 466	150 286 893	59 534 574	90 752 319
Bhoutan	3 714 495	6 625 417	10 339 912	3 949 653	6 390 259
Inde	163 891 349	81 343 242	245 234 591	159 721 102	85 513 489
Maldives	2 325 725	(307 217)	2 018 508	1 196 191	822 317
Népal	12 737 136	34 344 394	47 081 530	20 431 811	26 649 719
Pakistan	56 423 680	4 685 971	61 109 651	34 286 702	26 822 949
Sri Lanka	4 637 035	11 274 989	15 912 024	8 474 235	7 437 789
Total pour la région	335 871 365	294 923 798	630 795 163	338 722 339	292 072 824
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Algérie	1 958 080	7 553 514	9 511 594	2 110 853	7 400 741
Djibouti	3 507 707	(162 601)	3 345 106	1 687 548	1 657 558
Égypte	16 092 671	18 447 280	34 539 951	13 570 650	20 969 301
Enfants et mères palestiniens	3 661 494	7 144 377	10 805 871	5 652 775	5 153 096
Iran (République islamique d')	10 289 717	3 332 042	13 621 759	5 231 221	8 390 538
Iraq	3 895 369	16 145 609	20 040 978	12 059 503	7 981 475
Jordanie	2 707 091	1 636 391	4 343 482	2 430 321	1 913 161
Koweït	30 142		30 142		30 142
Liban	2 811 064	4 032 909	6 843 973	3 072 649	3 771 324
Maroc	3 482 019	9 083 433	12 565 452	3 695 816	8 869 636
Oman	1 845 376	1 594 948	3 440 324	1 320 420	2 119 904
République arabe syrienne	1 922 350	5 867 905	7 790 255	1 974 008	5 816 247
Soudan	33 780 471	74 571 949	108 352 420	72 512 288	35 840 132
Tunisie	3 271 301	3 773 544	7 044 845	2 102 759	4 942 086
Yémen	7 875 327	31 878 746	39 754 073	10 161 879	29 592 194
Coopération régionale	534 614	344 021	878 635	495 485	383 150
Total pour la région	97 664 793	185 244 067	282 908 860	138 078 175	144 830 685

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2002</i>
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes					
Albanie	10 556 994	9 374 627	19 931 621	10 925 012	9 006 609
Arménie	4 051 173	486 517	4 537 690	1 773 833	2 763 857
Azerbaïdjan	5 818 040	840 408	6 658 448	2 973 642	3 684 806
Bélarus	1 705		1 705		1 705
Bosnie-Herzégovine	8 543 764	8 818 554	17 362 318	10 719 844	6 642 474
Croatie	1 056 202	196 859	1 253 061	998 364	254 697
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 336 666	9 371 688	15 708 354	11 429 233	4 279 121
Ex-Yougoslavie (nouveau programme régional à partir de 1994)					
Ex-Yougoslavie (République fédérale de)	(7 713)	30 823	23 110	(1 781)	24 891
Fédération de Russie	(12 941)	261 175	248 234	(34 776)	283 010
Géorgie	1 951 290	5 197 020	7 148 310	3 013 167	4 135 143
Kazakhstan ^a	5 267 922	250 248	5 518 170	1 894 851	3 623 319
Kirghizistan ^a	5 112 409	(582 415)	4 529 994	1 588 252	2 941 742
Lettonie	1 242	(1 242)			
Ouzbékistan	8 306 891	3 185 946	11 492 837	3 091 167	8 401 670
République de Moldova	2 684 564	4 656 186	7 340 750	3 101 971	4 238 779
République fédérale de Yougoslavie	10 286 995	23 633 886	33 920 881	23 492 274	10 428 607
Roumanie	5 100 357	3 476 052	8 576 409	3 180 601	5 395 808
Situation d'urgence au Kosovo	16 737 953	29 026 651	45 764 604	39 741 273	6 023 331
Tadjikistan	8 473 442	338 928	8 812 370	2 891 088	5 921 282
Turkménistan	5 631 975	(1 005 763)	4 626 212	1 898 435	2 727 777
Turquie	10 374 573	7 608 767	17 983 340	11 697 946	6 285 394
Ukraine	24 913	239	25 152	10 451	14 701
Coopération régionale	13 105 779	16 996 989	30 102 768	17 627 441	12 475 327
Total pour la région	129 404 195	122 162 143	251 566 338	152 012 288	99 554 050
Assistance mondiale					
Programmes multinationaux ^a	127 508 973	280 421 445	407 930 418	280 432 427	127 497 991
Fonds pour les programmes d'urgence ^b	49 339 032	3 474 677	52 813 709	10 284 424	42 529 285
Vaccination		11 388 381	11 388 381	6 579 259	4 809 122
Centre international pour le développement de l'enfant	6 940 549	3 971 074	10 911 623	6 132 270	4 779 353
Session extraordinaire consacrée aux enfants	1 484 390	4 941 547	6 425 937	4 913 441	1 512 496
Fonds Maurice Pate		25 000	25 000	25 000	
Total, assistance mondiale	185 272 944	304 222 124	489 495 068	308 366 821	181 128 247
Total, assistance au titre des programmes	1 545 784 122	2 286 574 878	3 832 359 000	1 897 375 209	1 934 983 791

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2002</i>
Gestion et administration	199 502 749	189 793 512	389 296 261	154 893 327	234 402 934
Appui aux programmes	346 010 951	376 375 483	722 386 434	282 677 987	439 708 447
Économies réalisées au titre du budget 2000-2001		(23 623 275)	(23 623 275)		(23 623 275)
Recouvrements au profit du budget		(84 319 091)	(84 319 091)		(84 319 091)
Budget total	545 513 700	458 226 629	1 003 740 329	437 571 314	566 169 015
Total, coopération	2 091 297 822	2 744 801 507	4 836 099 329	2 334 946 523	2 501 152 806

^a Les soldes inutilisés de fonds alloués aux programmes en janvier 2000 ont été répartis entre les programmes d'assistance par pays, les programmes d'assistance par région et les programmes d'assistance mondiale.

^b En 2000, un montant de 5 525 998 dollars a été prélevé sur le Fonds de réserve pour les secours d'urgence. Ce montant, qui n'a pas été reconstitué, se répartissait comme suit : 59 070 dollars pour le programme de sécurité des Nations Unies; 396 372 dollars pour le Congo, 699 100 dollars pour la République populaire démocratique de Corée; 1 510 920 dollars pour la République démocratique du Congo; 2 150 070 dollars pour le Soudan; 262 864 dollars pour la République-Unie de Tanzanie; 231 250 dollars pour les républiques d'Asie centrale et le Kazakhstan; 187 930 dollars pour la Somalie; 27 608 dollars pour le Bhoutan; et 814 dollars pour le Mozambique.

En 2001, un montant de 4 029 110 dollars a été prélevé sur le Fonds de réserve pour les secours d'urgence. Ce montant, qui n'a pas été reconstitué, se répartissait comme suit : 439 274 dollars pour la Guinée; 585 077 dollars pour l'Afghanistan; 54 161 dollars pour le Burundi; 24 261 dollars pour le Libéria; 143 348 dollars pour l'Angola; 50 306 dollars pour le Kosovo; 268 770 dollars pour la Côte d'Ivoire; 43 400 dollars pour le Honduras; 1 793 110 dollars pour le Soudan et 627 403 dollars pour l'Érythrée.

État VII-1

**Coopération au titre des programmes – ressources ordinaires :
état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés
pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001**

(En dollars des États-Unis)

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001</i>
Afrique					
Afrique du Sud	1 795 526	5 853 792	7 649 318	2 504 758	5 144 560
Angola	15 922 056	2 349 051	18 271 107	11 491 314	6 779 793
Bénin	6 705 815	(895 377)	5 810 438	3 817 304	1 993 134
Botswana	3 419 552	(1 362 365)	2 057 187	1 180 510	876 677
Burkina Faso	6 239 421	19 140 000	25 379 421	6 651 105	18 728 316
Burundi	3 376 384	10 019 967	13 396 351	5 281 707	8 114 644
Cameroun	4 590 330	2 502 534	7 092 864	3 935 088	3 157 776
Cap-Vert	3 638 053	(535 612)	3 102 441	1 180 785	1 921 656
Comores	2 078 151	684 000	2 762 151	1 313 590	1 448 561
Congo	1 237 737	1 731 001	2 968 738	1 950 394	1 018 344
Côte d'Ivoire	4 511 376	5 249 468	9 760 844	4 951 273	4 809 571
Érythrée	2 485 557	7 879 000	10 364 557	3 021 501	7 343 056
Éthiopie	40 835 866	73 126 711	113 962 577	32 727 754	81 234 823
Gabon	2 241 346	3 100 000	5 341 346	1 366 674	3 974 672
Gambie	3 096 245	3 682 733	6 778 978	1 527 849	5 251 129
Ghana	5 149 846	17 165 000	22 314 846	5 926 571	16 388 275
Guinée	3 173 951	14 667 000	17 840 951	5 566 228	12 274 723
Guinée-Bissau	3 321 577	201 612	3 523 189	1 984 534	1 538 655
Guinée équatoriale	3 355 973	2 874 971	6 230 944	1 282 869	4 948 075
Kenya	16 294 020	(2 386 222)	13 907 798	8 229 982	5 677 816
Lesotho	2 554 709	5 579 000	8 133 709	1 423 214	6 710 495
Libéria	1 775 054	3 099 795	4 874 849	3 220 106	1 654 743
Madagascar	5 764 507	15 078 023	20 842 530	9 272 803	11 569 727
Malawi	6 623 614	26 379 683	33 003 297	8 161 757	24 841 540
Mali	11 443 052	5 562 558	17 005 610	9 901 566	7 104 044
Maurice	1 379 963	1 500 000	2 879 963	1 173 796	1 706 167
Mauritanie	4 399 945	(37 959)	4 361 986	2 372 842	1 989 144
Mozambique	20 989 400	32 748 955	53 738 355	15 389 752	38 348 603
Namibie	2 274 668	2 584 000	4 858 668	1 476 694	3 381 974
Niger	33 203 762	(999 522)	32 204 240	11 596 545	20 607 695
Nigéria	32 690 788	140 509 345	173 200 133	41 369 556	131 830 577
Ouganda	10 070 238	26 088 000	36 158 238	11 662 399	24 495 839
République centrafricaine	2 459 258	8 499 578	10 958 836	3 052 290	7 906 546
République démocratique du Congo	48 177 329	1 482 053	49 659 382	32 932 798	16 726 584
République-Unie de Tanzanie	14 233 920	43 001 514	57 235 434	16 478 371	40 757 063
Rwanda	3 059 864	14 996 000	18 055 864	5 739 930	12 315 934
Sao Tomé-et-Principe	2 028 026	3 090 000	5 118 026	1 284 997	3 833 029
Sénégal	1 996 724	13 122 768	15 119 492	4 598 409	10 521 083

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001</i>
Sierra Leone	5 004 492	5 326 241	10 330 733	4 791 751	5 538 982
Somalie	3 431 217	15 549 043	18 980 260	9 918 420	9 061 840
Swaziland	1 352 388	3 795 000	5 147 388	1 177 491	3 969 897
Tchad	2 727 350	12 504 000	15 231 350	4 214 891	11 016 459
Togo	2 296 564	8 805 000	11 101 564	2 770 687	8 330 877
Zambie	4 698 831	21 564 285	26 263 116	7 673 473	18 589 643
Zimbabwe	11 672 500	(1 767 393)	9 905 107	4 750 619	5 154 488
Total pour la région	369 776 945	573 107 231	942 884 176	322 296 947	620 587 229
Amériques et Caraïbes					
Argentine	2 563 769	1 475 496	4 039 265	2 015 893	2 023 372
Belize	1 907 633	3 010 000	4 917 633	1 191 845	3 725 788
Bolivie	2 858 640	840 064	3 698 704	2 455 645	1 243 059
Brésil	5 435 283	6 251 035	11 686 318	2 936 810	8 749 508
Chili	2 529 237	1 900 000	4 429 237	1 544 568	2 884 669
Colombie	1 778 631	5 646 096	7 424 727	2 128 885	5 295 842
Costa Rica	1 971 144	3 030 000	5 001 144	1 236 548	3 764 596
Cuba	2 663 073	3 127 448	5 790 521	1 670 739	4 119 782
El Salvador	2 628 103	3 419 000	6 047 103	1 510 681	4 536 422
Équateur	3 616 472	(318 475)	3 297 997	1 821 855	1 476 142
Guatemala	2 494 101	4 839 157	7 333 258	2 009 699	5 323 559
Guyana	907 175	3 020 001	3 927 176	1 227 876	2 699 300
Haiti	4 024 517	10 517 977	14 542 494	4 553 913	9 988 581
Honduras	1 150 665	5 336 000	6 486 665	1 384 254	5 102 411
Jamaïque	2 010 382	3 270 000	5 280 382	1 503 399	3 776 983
Mexique	2 676 908	4 843 564	7 520 472	2 449 818	5 070 654
Nicaragua	2 461 747	4 509 000	6 970 747	1 796 960	5 173 787
Panama	1 957 579	2 161 458	4 119 037	1 338 898	2 780 139
Paraguay	2 371 468	2 582 331	4 953 799	1 527 955	3 425 844
Pérou	1 349 057	4 625 395	5 974 452	2 117 644	3 856 808
République dominicaine	2 514 047	3 733 522	6 247 569	1 774 975	4 472 594
Uruguay	2 011 610	2 089 780	4 101 390	1 483 577	2 617 813
Venezuela	2 786 240	3 097 425	5 883 665	1 621 638	4 262 027
Coopération régionale	3 449 366	1 559 550	5 008 916	3 155 325	1 853 591
Total pour la région	60 116 847	84 565 824	144 682 671	46 459 400	98 223 271
Asie orientale et Pacifique					
Cambodge	1 769 636	18 604 320	20 373 956	6 911 491	13 462 465
Chine	39 597 590	60 735 010	100 332 600	30 623 300	69 709 300
Îles du Pacifique	3 719 414	2 732 893	6 452 307	2 845 169	3 607 138
Indonésie	34 145 149	25 637 025	59 782 174	11 887 708	47 894 466
Malaisie	1 193 588	1 554 428	2 748 016	1 113 493	1 634 523

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001</i>
Mongolie	2 001 599	4 585 494	6 587 093	2 159 449	4 427 644
Myanmar	10 216 740	34 110 000	44 326 740	12 733 652	31 593 088
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 042 167	665 230	3 707 397	2 546 340	1 161 057
Philippines	14 696 585	(4 239 793)	10 456 792	5 848 777	4 608 015
République démocratique populaire lao	3 855 691	8 468 000	12 323 691	3 972 562	8 351 129
République populaire démocratique de Corée	1 006 139	1 931 743	2 937 882	977 217	1 960 665
Thaïlande	5 560 857	2 837 037	8 397 894	1 868 943	6 528 951
Timor oriental		4 096 143	4 096 143	3 772 392	323 751
Viet Nam	20 098 715	20 774 000	40 872 715	9 725 506	31 147 209
Total pour la région	140 903 870	182 491 530	323 395 400	96 985 999	226 409 401
Asie du Sud					
Afghanistan	30 521 481	(3 074 122)	27 447 359	17 180 380	10 266 979
Bangladesh	34 178 697	63 113 000	97 291 697	25 400 997	71 890 700
Bhoutan	2 334 094	4 390 000	6 724 094	1 718 944	5 005 150
Inde	109 475 086	(11 786 159)	97 688 927	62 714 870	34 974 057
Maldives	2 325 725	(357 217)	1 968 508	1 196 191	772 317
Népal	7 806 389	23 516 527	31 322 916	9 519 272	21 803 644
Pakistan	54 407 813	(6 574 582)	47 833 231	23 896 709	23 936 522
Sri Lanka	2 078 287	3 920 000	5 998 287	1 539 855	4 458 432
Total pour la région	243 127 572	73 147 447	316 275 019	143 167 218	173 107 801
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Algérie	1 502 004	6 747 000	8 249 004	1 638 468	6 610 536
Djibouti	3 258 532	(477 449)	2 781 083	1 447 783	1 333 300
Égypte	11 332 773	10 779 000	22 111 773	6 532 179	15 579 594
Enfants et mères palestiniens	1 908 260	4 800 000	6 708 260	2 924 289	3 783 971
Iran (République islamique d')	10 250 443	860 346	11 110 789	3 649 241	7 461 548
Iraq	1 455 248	7 686 000	9 141 248	4 615 974	4 525 274
Jordanie	2 711 579	26 749	2 738 328	1 633 133	1 105 195
Liban	2 001 470	3 153 057	5 154 527	1 770 454	3 384 073
Maroc	3 053 172	7 797 933	10 851 105	2 953 360	7 897 745
Oman	1 845 376	1 500 000	3 345 376	1 320 420	2 024 956
République arabe syrienne	1 910 993	5 770 920	7 681 913	1 866 963	5 814 950
Soudan	9 939 398	28 303 979	38 243 377	12 941 434	25 301 943
Tunisie	2 751 511	3 435 528	6 187 039	1 562 778	4 624 261
Yémen	6 442 194	19 361 585	25 803 779	6 689 269	19 114 510
Coopération régionale	534 614	344 021	878 635	495 485	383 150
Total pour la région	60 897 567	100 088 669	160 986 236	52 041 230	108 945 006

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépendances</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001</i>
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes					
Albanie	1 520 038	3 445 000	4 965 038	1 542 886	3 422 152
Arménie	3 988 174	(605 591)	3 382 583	1 382 748	1 999 835
Azerbaïdjan	5 139 866	(643 369)	4 496 497	1 684 176	2 812 321
Bosnie-Herzégovine	2 037 502	1 252 376	3 289 878	1 209 493	2 080 385
Croatie	146 909	32 336	179 245	177 741	1 504
Ex-Yougoslavie		31 080	31 080	29 729	1 351
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 404 554	1 683 095	3 087 649	1 242 433	1 845 216
Géorgie	1 556 665	3 380 000	4 936 665	1 469 926	3 466 739
Kazakhstan	4 981 541	(459 936)	4 521 605	1 619 344	2 902 261
Kirghizistan	5 024 427	(1 005 695)	4 018 732	1 587 980	2 430 752
Ouzbékistan	8 228 054	(211 663)	8 016 391	3 000 756	5 015 635
République de Moldova	1 925 712	3 565 000	5 490 712	1 468 950	4 021 762
République fédérale de Yougoslavie	200 658	1 389 123	1 589 781	189 359	1 400 422
Roumanie	3 848 641	(218 424)	3 630 217	1 353 509	2 276 708
Situation d'urgence au Kosovo		900 000	900 000		900 000
Tadjikistan	7 941 433	(1 906 376)	6 035 057	2 115 182	3 919 875
Turkménistan	5 493 525	(1 236 856)	4 256 669	1 689 579	2 567 090
Turquie	1 730 633	4 500 000	6 230 633	1 959 312	4 271 321
Coopération régionale	9 736 660	2 203 713	11 940 373	6 655 121	5 285 252
Total pour la région	64 904 992	16 093 813	80 998 805	30 378 224	50 620 581
Assistance mondiale					
Centre international pour le développement de l'enfant		18 612	18 612	18 612	
Fonds Maurice Pate		25 000	25 000	25 000	
Fonds pour les programmes d'urgence	48 472 903	2 694 677	51 167 580	9 489 374	41 678 206
Programmes multinationaux	45 292 857	20 427 498	65 720 355	34 245 800	31 474 555
Vaccination		5 720 000	5 720 000	5 031 978	688 022
Total, assistance mondiale	93 765 760	28 885 787	122 651 547	48 810 764	73 840 783
Total, assistance au titre des programmes	1 033 493 553	1 058 380 301	2 091 873 854	740 139 782	1 351 734 072
Gestion et administration	199 502 749	189 793 512	389 296 261	154 893 327	234 402 934
Appui aux programmes	346 010 951	376 375 483	722 386 434	282 677 987	439 708 447
Économies réalisées au titre du budget 2000-2001		(23 623 275)	(23 623 275)		(23 623 275)
Recouvrements au profit du budget		(84 319 091)	(84 319 091)		(84 319 091)
Budget total	545 513 700	458 226 629	1 003 740 329	437 571 314	566 169 015
Total, coopération	1 579 007 253	1 516 606 930	3 095 614 183	1 177 711 096	1 917 903 087

État VII-2

Coopération au titre des programmes – fonds supplémentaires :
état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés
pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001

(En dollars des États-Unis)

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001</i>
Afrique					
Afrique du Sud	3 250 470	2 818 632	6 069 102	4 133 078	1 936 024
Angola	3 409 522	5 774 378	9 183 900	4 090 240	5 093 660
Bénin	1 114 769	2 734 238	3 849 007	1 669 738	2 179 269
Botswana	693 364	1 257 172	1 950 536	716 224	1 234 312
Burkina Faso	5 776 726	4 027 642	9 804 368	6 348 749	3 455 619
Burundi	278 071	1 490 008	1 768 079	422 914	1 345 165
Cameroun	700 893	3 429 625	4 130 518	2 016 583	2 113 935
Cap-Vert	6 935	1 094 116	1 101 051	308 971	792 080
Comores	5 421	242 808	248 229	15 807	232 422
Congo	13 269	882 168	895 437	513 139	382 298
Côte d'Ivoire	596 599	600 276	1 196 875	828 868	368 007
Érythrée	5 411 224	8 189 832	13 601 056	8 014 115	5 586 941
Éthiopie	7 370 389	19 481 424	26 851 813	17 865 672	8 986 141
Gabon	235 222	(4 000)	231 222	224 108	7 114
Gambie	785 313	1 051 357	1 836 670	762 396	1 074 274
Ghana	4 452 735	8 564 565	13 017 300	8 261 485	4 755 815
Guinée	2 053 135	2 176 581	4 229 716	2 469 511	1 760 205
Guinée-Bissau	1 458 663	1 849 663	3 308 326	1 336 995	1 971 331
Guinée équatoriale	234 847	240 414	475 261	186 551	288 710
Kenya	825 219	5 351 635	6 176 854	2 438 338	3 738 516
Lesotho	288 747	1 821 582	2 110 329	462 199	1 648 130
Libéria	2 180 348	4 554 508	6 734 856	5 147 525	1 587 331
Madagascar	1 741 821	3 305 179	5 047 000	3 261 862	1 785 138
Malawi	3 140 127	12 261 726	15 401 853	9 269 004	6 132 849
Mali	3 233 403	5 313 061	8 546 464	5 946 354	2 600 110
Maurice	19 288	13 139	32 427	18 096	14 331
Mauritanie	2 196 994	1 847 232	4 044 226	2 240 138	1 804 088
Mozambique	4 472 015	16 034 657	20 506 672	7 068 314	13 438 358
Namibie	931 367	2 724 748	3 656 115	2 084 646	1 571 469
Niger	1 107 139	2 463 178	3 570 317	1 581 372	1 988 945
Nigéria	1 178 069	16 819 931	17 998 000	12 615 870	5 382 130
Ouganda	16 076 373	12 396 843	28 473 216	21 137 411	7 335 805
République centrafricaine	990 790	376 795	1 367 585	807 427	560 158
République démocratique du Congo	1 378 479	11 812 709	13 191 188	9 138 068	4 053 120
République-Unie de Tanzanie	7 617 510	5 525 236	13 142 746	8 141 919	5 000 827
Rwanda	3 293 658	3 530 378	6 824 036	4 785 033	2 039 003
Sao Tomé-et-Principe	658	(1 090)	(432)		(432)
Sénégal	2 131 920	6 141 241	8 273 161	3 895 082	4 378 079

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001</i>
Sierra Leone	1 158 694	4 570 346	5 729 040	3 902 947	1 826 093
Somalie	1 962 884	11 375 047	13 337 931	4 463 238	8 874 693
Swaziland	279 569	1 378 545	1 658 114	270 677	1 387 437
Tchad	2 369 308	2 437 730	4 807 038	2 739 535	2 067 503
Togo	119 525	2 456 266	2 575 791	1 630 470	945 321
Zambie	5 025 599	11 027 179	16 052 778	11 014 963	5 037 815
Zimbabwe	4 591 801	4 086 745	8 678 546	4 418 180	4 260 366
Coopération régionale	115 390	142 693	258 083	43 903	214 180
Total pour la région	106 274 262	215 668 138	321 942 400	188 707 715	133 234 685
Amérique et Caraïbes					
Argentine	2 703 755	4 554 147	7 257 902	4 165 642	3 092 260
Belize	103 107	349 119	452 226	380 702	71 524
Bolivie	5 277 199	3 423 120	8 700 319	6 956 221	1 744 098
Brésil	9 390 500	14 288 824	23 679 324	12 241 638	11 437 686
Chili	6 695	136 073	142 768	104 503	38 265
Colombie	790 472	4 977 837	5 768 309	3 060 937	2 707 372
Costa Rica	45 493	32 634	78 127	62 658	15 469
Cuba	969 075	972 734	1 941 809	1 443 408	498 401
El Salvador	824 235	1 996 191	2 820 426	1 866 117	954 309
Équateur	1 090 853	1 956 526	3 047 379	1 920 256	1 127 123
Guatemala	1 357 779	7 381 048	8 738 827	5 988 215	2 750 612
Guyana	19 368	213 193	232 561	(145)	232 706
Haiti	2 059 792	1 771 675	3 831 467	2 075 962	1 755 505
Honduras	472 691	1 080 621	1 553 312	852 019	701 293
Jamaïque	247 028	1 289 185	1 536 213	525 576	1 010 637
Mexique	958 690	2 091 355	3 050 045	1 811 674	1 238 371
Nicaragua	6 035 625	780 336	6 815 961	3 614 395	3 201 566
Panama	60 750	1 149 247	1 209 997	894 794	315 203
Paraguay	379 395	265 714	645 109	508 924	136 185
Pérou	2 017 288	3 921 302	5 938 590	3 376 702	2 561 888
République dominicaine	299 832	5 875 095	6 174 927	4 680 003	1 494 924
Uruguay	54 485	570 077	624 562	133 925	490 637
Venezuela	16 053	954 493	970 546	461 741	508 805
Coopération régionale	3 695 807	3 031 334	6 727 141	4 700 117	2 027 024
Total pour la région	38 875 967	63 061 880	101 937 847	61 825 984	40 111 863
Asie orientale et Pacifique					
Cambodge	5 207 928	15 170 559	20 378 487	16 345 372	4 033 115
Chine	3 675 947	5 801 846	9 477 793	5 074 191	4 403 602
Îles du Pacifique	975 905	1 020 360	1 996 265	1 185 542	810 723
Indonésie	8 372 372	8 444 093	16 816 465	11 982 012	4 834 453
Mongolie	502 236	1 347 076	1 849 312	1 190 345	658 967
Myanmar	883 960	9 572 418	10 456 378	4 876 695	5 579 683
Papouasie-Nouvelle-Guinée	126 961	31 710	158 671	111 850	46 821

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001</i>
Philippines	3 948 081	6 861 209	10 809 290	8 367 091	2 442 199
République démocratique populaire lao	4 867 658	2 932 847	7 800 505	4 774 648	3 025 857
République populaire démocratique de Corée		1 434 695	1 434 695	818 052	616 643
Thaïlande	1 973 214	4 577 411	6 550 625	3 156 833	3 393 792
Timor oriental		2 016 128	2 016 128	195 616	1 820 512
Viet Nam	7 700 205	10 006 093	17 706 298	10 060 562	7 645 736
Total pour la région	38 234 467	69 216 445	107 450 912	68 138 809	39 312 103
Asie du Sud					
Afghanistan	531 575	2 112 423	2 643 998	1 559 114	1 084 884
Bangladesh	25 062 509	27 281 037	52 343 546	33 769 592	18 573 954
Bhoutan	1 380 401	2 235 417	3 615 818	2 230 709	1 385 109
Inde	49 327 282	51 257 054	100 584 336	63 084 676	37 499 660
Maldives		50 000	50 000		50 000
Népal	4 930 747	10 827 867	15 758 614	10 912 539	4 846 075
Pakistan	2 015 867	11 223 803	13 239 670	10 356 747	2 882 923
Sri Lanka	647 627	3 276 981	3 924 608	2 534 255	1 390 353
Total pour la région	83 896 008	108 264 582	192 160 590	124 447 632	67 712 958
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Algérie	456 076	806 514	1 262 590	472 385	790 205
Djibouti	249 176	92 256	341 432	67 865	273 567
Enfants et mères palestiniens	1 753 234	2 006 897	3 760 131	2 428 338	1 331 793
Égypte	4 759 898	7 668 280	12 428 178	7 038 471	5 389 707
Iran (République islamique d')	39 273	917 364	956 637	645 483	311 154
Iraq	1 781 626	8 610 726	10 392 352	7 424 972	2 967 380
Jordanie	441	1 611 203	1 611 644	797 188	814 456
Liban	814 963	879 852	1 694 815	1 307 725	387 090
Maroc	428 847	1 285 500	1 714 347	742 456	971 891
Oman		94 948	94 948		94 948
République arabe syrienne	11 357	96 985	108 342	107 045	1 297
Soudan	1 407 965	3 043 085	4 451 050	3 105 086	1 345 964
Tunisie	519 790	338 016	857 806	539 981	317 825
Yémen	1 424 701	12 517 161	13 941 862	3 465 515	10 476 347
Total pour la région	13 647 347	39 968 787	53 616 134	28 142 510	25 473 624
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes					
Albanie	1 105 802	5 855 213	6 961 015	2 249 378	4 711 637
Arménie	79 101	1 093 893	1 172 994	396 569	776 425
Azerbaïdjan	637 058	1 504 807	2 141 865	1 272 072	869 793
Bosnie-Herzégovine	249 679	1 935 739	2 185 418	841 190	1 344 228
Croatie	41 255		41 255	40 266	989

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001</i>
Ex-République yougoslave de Macédoine		187 154	187 154	54 888	132 266
Fédération de Russie		261 673	261 673		261 673
Géorgie	336 448	1 816 974	2 153 422	1 523 493	629 929
Kazakhstan	285 425	711 140	996 565	275 507	721 058
Kirghizistan	87 982	423 280	511 262	272	510 990
Ouzbékistan	78 837	3 397 609	3 476 446	90 411	3 386 035
République de Moldova	758 852	1 091 186	1 850 038	1 633 021	217 017
République fédérale de Yougoslavie	216 102	306 703	522 805	116 975	405 830
Roumanie	1 187 949	3 752 030	4 939 979	1 827 092	3 112 887
Tadjikistan		447 342	447 342	106 723	340 619
Turkménistan	136 193	231 093	367 286	210 155	157 131
Turquie	287 962	1 429 228	1 717 190	491 297	1 225 893
Coopération régionale	2 639 065	6 089 073	8 728 138	4 406 551	4 321 587
Total pour la région	8 127 710	30 534 137	38 661 847	15 535 860	23 125 987
Assistance mondiale					
Centre international pour le développement de l'enfant	6 940 549	3 952 462	10 893 011	6 113 658	4 779 353
Fonds pour les programmes d'urgence	866 129	780 000	1 646 129	795 050	851 079
Programmes multinationaux	82 206 001	259 947 791	342 153 792	245 842 721	96 311 071
Session extraordinaire consacrée aux enfants	1 484 390	4 941 547	6 425 937	4 913 441	1 512 496
Vaccination		5 668 381	5 668 381	1 547 281	4 121 100
Total, assistance mondiale	91 497 069	275 290 181	366 787 250	259 212 151	107 575 099
Total, assistance au titre des programmes	380 552 830	802 004 150	1 182 556 980	746 010 661	436 546 319

État VII-3

Coopération au titre des programmes – contributions au titre des programmes de secours d'urgence et de relèvement : état des fonds alloués aux programmes, des dépenses et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001

(En dollars des États-Unis)

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001</i>
Afrique					
Angola	3 586 306	12 800 057	16 386 363	12 397 057	3 989 306
Bénin	11 408		11 408		11 408
Botswana		123 958	123 958	101 098	22 860
Burundi	168 632	1 648 564	1 817 196	1 800 699	16 497
Congo	281 741	346 224	627 965	502 623	125 342
Côte d'Ivoire	18 573	120 000	138 573	126 891	11 682
Érythrée	117 358	10 851 850	10 969 208	9 549 390	1 419 818
Éthiopie	251 612	22 999 795	23 251 407	18 607 945	4 643 462
Guinée		3 074 435	3 074 435	1 538 945	1 535 490
Guinée-Bissau	301 275		301 275	166 145	135 130
Kenya	591 022	9 975 757	10 566 779	8 785 630	1 781 149
Lesotho	(1 164)		(1 164)	(1 164)	
Libéria	873 986	285 337	1 159 323	167 200	992 123
Madagascar	(21 507)	4 152 035	4 130 528	3 869 237	261 291
Mali	7 567	(7 567)			
Mozambique	9 000	29 806 170	29 815 170	21 901 454	7 913 716
Namibie	165		165		165
Nigéria	7 610	(7 610)			
Ouganda		206 357	206 357	207 611	(1 254)
République centrafricaine		143 284	143 284	32 385	110 899
République démocratique du Congo	187 953	1 026 501	1 214 454	1 455 510	(241 056)
République-Unie de Tanzanie	322 504	456 639	779 143	699 207	79 936
Rwanda	376 705	(626 679)	(249 974)	(28 903)	(221 071)
Sénégal	352 168	97 240	449 408	416 095	33 313
Sierra Leone	4 874 089	12 294 470	17 168 559	11 799 443	5 369 116
Somalie	4 863 339	17 755 794	22 619 133	16 167 603	6 451 530
Tchad	(1 477)	(1 257)	(2 734)	(3 894)	1 160
Zambie	77 038	152 397	229 435	121 012	108 423
Zimbabwe	816 041	(150 625)	665 416	245 279	420 137
Coopération régionale	10 139 972	31 511 870	41 651 842	28 650 975	13 000 867
Total pour la région	28 211 916	159 034 996	187 246 912	139 275 473	47 971 439
Amériques et Caraïbes					
Belize		99 370	99 370	38 145	61 225
Bolivie	45 652		45 652	43 303	2 349
Colombie	422 345	299 901	722 246	570 663	151 583
Cuba		252 916	252 916	56 421	196 495

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001</i>
El Salvador		4 154 918	4 154 918	2 899 982	1 254 936
Équateur	11 678		11 678	(10 364)	22 042
Guatemala		234 752	234 752	159 991	74 761
Haïti	705		705	705	
Pérou		927 889	927 889	765 617	162 272
Venezuela	440 500	3 002 807	3 443 307	3 395 559	47 748
Coopération régionale	3 947 270	1 195 829	5 143 099	3 518 988	1 624 111
Total pour la région	4 868 150	10 168 382	15 036 532	11 439 010	3 597 522
Asie orientale et Pacifique					
Cambodge		878 697	878 697	919 087	(40 390)
Chine	99 510	110 323	209 833	212 748	(2 915)
Indonésie	2 231 934	4 193 764	6 425 698	3 726 951	2 698 747
Mongolie		591 991	591 991	488 019	103 972
Myanmar	32 643	(32 643)			
République populaire démocratique de Corée	2 281 561	6 449 382	8 730 943	6 497 435	2 233 508
Timor oriental	5 662 753	9 003 294	14 666 047	11 857 483	2 808 564
Viet Nam		1 513 512	1 513 512	1 364 526	148 986
Total pour la région	10 308 401	22 708 320	33 016 721	25 066 249	7 950 472
Asie du Sud					
Afghanistan	939 462	67 781 235	68 720 697	32 388 577	36 332 120
Bangladesh	908 221	(256 571)	651 650	363 985	287 665
Inde	5 088 981	41 872 347	46 961 328	33 921 556	13 039 772
Pakistan		36 750	36 750	33 246	3 504
Sri Lanka	1 911 121	4 078 008	5 989 129	4 400 125	1 589 004
Total pour la région	8 847 785	113 511 769	122 359 554	71 107 489	51 252 065
Moyen-Orient et Afrique du Nord					
Djibouti		222 592	222 592	171 900	50 692
Enfants et mères palestiniens		337 480	337 480	300 148	37 332
Iran (République islamique d')		1 554 332	1 554 332	936 497	617 835
Iraq	658 495	(151 117)	507 378	18 557	488 821
Jordanie	(4 929)	(1 561)	(6 490)		(6 490)
Koweït	30 142		30 142		30 142
Liban	(5 369)		(5 369)	(5 530)	161
Soudan	22 433 108	43 224 885	65 657 993	56 465 768	9 192 225
Yémen	8 432		8 432	7 095	1 337
Total pour la région	23 119 879	45 186 611	68 306 490	57 894 435	10 412 055

<i>Assistance par région et par pays</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes en janvier 2000</i>	<i>Nouveaux programmes et annulations</i>	<i>Total programmes</i>	<i>Total dépenses</i>	<i>Soldes inutilisés des fonds alloués aux programmes au 31 décembre 2001</i>
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes					
Albanie	7 931 154	74 414	8 005 568	7 132 748	872 820
Arménie	(16 102)	(1 785)	(17 887)	(5 484)	(12 403)
Azerbaïdjan	41 116	(21 030)	20 086	17 394	2 692
Bélarus	1 705		1 705		1 705
Bosnie-Herzégovine	6 256 582	5 630 440	11 887 022	8 669 161	3 217 861
Croatie	868 038	164 523	1 032 561	780 357	252 204
Ex-République yougoslave de Macédoine	4 932 112	7 501 439	12 433 551	10 131 912	2 301 639
Ex-Yougoslavie	(7 713)	(257)	(7 970)	(31 510)	23 540
Fédération de Russie	(12 941)	(498)	(13 439)	(34 776)	21 337
Géorgie	58 177	46	58 223	19 748	38 475
Kazakhstan	956	(956)			
Lettonie	1 243	(1 243)			
République fédérale de Yougoslavie	9 870 235	21 938 060	31 808 295	23 185 940	8 622 355
Roumanie	63 767	(57 554)	6 213		6 213
Situation d'urgence au Kosovo	16 737 953	28 126 651	44 864 604	39 741 273	5 123 331
Tadjikistan	532 009	1 797 962	2 329 971	669 183	1 660 788
Turkménistan	2 257		2 257	(1 299)	3 556
Turquie	8 355 978	1 679 539	10 035 517	9 247 337	788 180
Ukraine	24 913	239	25 152	10 451	14 701
Coopération régionale	730 054	8 704 203	9 434 257	6 565 769	2 868 488
Total pour la région	56 371 493	75 534 193	131 905 686	106 098 204	25 807 482
Assistance mondiale					
Programmes multinationaux	10 115	46 156	56 271	343 906	(287 635)
Total, assistance mondiale	10 115	46 156	56 271	343 906	(287 635)
Total, assistance au titre des programmes	131 737 739	426 190 427	557 928 166	411 224 766	146 703 400

État VIII
Fonds d'immobilisation : état de l'actif, du passif et du solde du Fonds
au 31 décembre 2001

(En dollars des États-Unis)

	31 décembre 2001	2000-2001		31 décembre 1999
		Additions	Liquidations	
Actif				
Disponibilités	14 402 288			15 017 278
Locaux à usage de bureaux				
Accra (Ghana)	945 730			945 730
Alger (Algérie)	96 042			96 042
Achgabat (Turkménistan)	19 798			19 798
Asunción (Paraguay)	95 534	95 534		
Bamako (Mali)	1 175 000			1 175 000
Bichkek (Kirghizistan)	133 109	133 109		
Bissau (Guinée-Bissau)	845 485			845 485
Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	573 418			573 418
Gaborone (Botswana)	36 002	36 002		
Harare (Zimbabwe)	430 445			430 445
Lusaka (Zambie)	780 000			780 000
Malé (Maldives)	411 663			411 663
Manille (Philippines)	31 000			31 000
New Delhi (Inde)	1 812 848			1 812 848
Niamey (Niger)	667 092			667 092
Panama (Panama)	507 298	507 298		
Port-au-Prince (Haïti)	186 037			186 037
Priaia (Cap-Vert)	553 468			553 468
Sanaa (Yémen)			268 277	268 277
Santa Fe de Bogotá (Colombie)	1 658 466			1 658 466
Santiago (Chili)	32 143			32 143
Sao Tomé-et-Principe	382 348			382 348
Tbilissi (Géorgie)	79 667			79 667
Windhoek (Namibie)	1 361			1 361
Total partiel	11 453 954	771 943	268 277	10 950 288
Logements de l'UNICEF				
Bujumbura (Burundi)	240 000			240 000
Harare (Zimbabwe)	212 106			212 106
Juba (Soudan)	21 618			21 618
Kampala (Ouganda)	250 000		9 089	259 089
Lagos (Nigéria)			65 206	65 206
Maputo (Mozambique)	12 078			12 078
Windhoek (Namibie)	210 498		102 774	313 272
Total partiel	946 300		177 069	1 123 369
Total, actif	26 802 542	771 943	445 346	27 090 935

	<i>2000-2001</i>		
	<i>31 décembre 2001</i>	<i>Additions Liquidations</i>	<i>31 décembre 1999</i>
Solde du Fonds			
Solde reporté	27 090 935		26 819 373
Recettes de l'exercice en cours	63 462		271 562
Frais de l'exercice en cours	351 855		
Montant total du solde du Fonds	26 802 542		27 090 935

État IX
Situation de trésorerie au 31 décembre 2001

(En miles de dollars des États-Unis)

	2001	1999
1. Sont pris en compte, dans la situation de la trésorerie de l'UNICEF, l'actif et le passif à court terme^a:		
Actif à court terme		
Disponibilités ^b	446 919	453 765
Contributions à recevoir pour l'exercice en cours et les exercices antérieurs	207 588	197 516
Comptes débiteurs, avances et dépôts	289 086	261 697
Stocks	25 708	26 362
Total, actif à court terme	969 301	939 340
Passif à court terme		
Contributions versées d'avance pour les exercices ultérieurs	3 459	990
Comptes créditeurs et autres engagements non réglés	248 380	225 669
Régime d'assurance maladie	24 343	19 328
	276 182	245 987
Engagements imputables aux fonds supplémentaires	349 233	282 756
Engagements imputables aux fonds pour secours d'urgence	143 919	126 398
Total, passif à court terme	769 334	655 141
2. Évolution de la situation de la trésorerie de l'UNICEF entre le 31 décembre 2000 et le 31 décembre 1999		
Actif à court terme	969 301	939 340
Passif à court terme	769 334	655 141
	199 967	284 199
Augmentation des liquidités au 31 décembre 2001	(84 232)	
3. Coefficient de liquidité		
Actif à court terme	969 301	939 340
Passif à court terme	769 334	655 141
Coefficient	1.26:1	1.43:1

^a En vertu de la politique adoptée par l'UNICEF en matière de trésorerie, l'encaisse en monnaie convertible disponible en fin d'exercice au titre des ressources ordinaires devrait représenter 10 % au moins des recettes prévues au titre de cette catégorie de ressources.

^b À l'exclusion des disponibilités d'un montant de 197 631 000 dollars au titre des fonds d'affectation spéciale (antérieurement comptes spéciaux).

Notes afférentes aux états financiers

Note 1

Présentation des objectifs et des activités de l'UNICEF

1. L'Assemblée générale des Nations Unies a donné pour mission à l'UNICEF de plaider la cause des droits des enfants, de contribuer à satisfaire leurs besoins élémentaires et de faciliter leur épanouissement. Le Fonds mobilise volonté politique et ressources matérielles afin d'aider les pays, en particulier les pays en développement, à faire passer les enfants d'abord et à renforcer leurs capacités de mettre au point des politiques appropriées et de proposer des services aux enfants et à leur famille.

Note 2

Récapitulation de principes comptables importants

Normes comptables

2. Les états financiers sont établis conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF et aux normes comptables de l'Organisation des Nations Unies.

3. Conformément à l'objectif d'harmonisation de la présentation des comptes des organismes des Nations Unies, les états financiers suivent maintenant les modèles convenus par le Conseil des chefs de secrétariat.

Exercice budgétaire

4. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF, les comptes sont tenus sur la base d'un exercice biennal.

Unité de compte

5. L'unité de compte est le dollar des États-Unis. Lorsque des montants sont libellés en d'autres monnaies, ils sont convertis en dollars des États-Unis en se fondant sur le taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU.

Comptabilisation des opérations exprimées en monnaies nationales

6. Toute différence due aux variations du taux de change entre le moment où une opération est passée en écriture et celui où elle devient effective est comptabilisée comme gain ou perte de change. Périodiquement, les éléments de l'actif et du passif libellés en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont réévalués à des fins comptables au taux de change en vigueur pour les opérations de l'ONU. Toute différence due aux fluctuations de ces taux est comptabilisée séparément comme gain ou perte dans l'état des recettes et des dépenses. Conformément à la décision

1990/28 du Conseil d'administration de l'UNICEF (E/ICEF/1990/13), les gains ou pertes de change sur le montant des contributions annoncées dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont comptabilisés comme majoration ou diminution de ces contributions.

Recettes

7. Les recettes comprennent les ressources ordinaires, les fonds supplémentaires et les fonds destinés aux secours d'urgence et au relèvement. Les ressources ordinaires comprennent les contributions volontaires annuelles des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales, les recettes nettes de la Division du secteur privé, les fonds recueillis à des fins générales auprès du public et d'autres recettes. Les fonds supplémentaires sont des contributions volontaires versées à l'UNICEF à des fins spéciales par des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies, dans le cadre des programmes approuvés par le Conseil d'administration. Les fonds destinés aux secours d'urgence et au relèvement correspondent aux contributions versées pour des opérations d'urgence.

8. Les recettes sont comptabilisées sur la base des fonds reçus ou des contributions annoncées pour l'exercice en cours. Les contributions annoncées et reçues pour les exercices futurs à des fins spécifiées par les donateurs sont considérées comme recettes différées et sont comptabilisées comme « versées d'avance ».

9. Les contributions reçues des Comités nationaux sont comptabilisées comme recettes sur la base des encaissements, tandis que les contributions aux fonds supplémentaires et aux secours d'urgence et au relèvement peuvent être comptabilisées dès que l'annonce de contribution faite par un comité national est considérée comme valable. Une annonce de contribution est jugée valable lorsque des fonds ont été recueillis et que le Comité national s'est engagé à verser les fonds à l'UNICEF dans le cadre d'une annonce de contribution.

10. L'état des recettes et des dépenses ne comprend pas les fonds reçus des fonds d'affectation spéciale ni les décaissements au titre de ces fonds. Les comptes dont les opérations ne nécessitent pas l'approbation d'engagements par le Conseil d'administration sont considérés comme des fonds d'affectation spéciale.

11. Les autres recettes sont considérées comme recettes accessoires et sont portées au crédit des ressources ordinaires.

12. Les dons en nature ne figurent pas dans les comptes de l'UNICEF, bien qu'ils soient gérés par les services administratifs du Fonds.

Dépenses

13. Toutes les dépenses sont comptabilisées sur la base du fait générateur, excepté celles relatives aux rémunérations et prestations versées au personnel, qui sont comptabilisées uniquement sur la base des sommes effectivement décaissées.

14. Les charges comptabilisées d'avance comprennent les dépenses qui, normalement, ne sont pas imputables au budget de l'exercice en cours et qui seront inscrites comme dépenses au budget d'un exercice ultérieur.

15. Il n'est pas prévu de fonds pour couvrir les prestations à verser au personnel au titre du rapatriement et les prestations analogues dans les années à venir ou au titre des éventualités prévues à l'appendice D du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, des fonds étant prévus à cette fin dans le budget.

Disponibilités

16. Tous les fonds reçus sont déposés dans des comptes bancaires ouverts au nom de l'UNICEF, y compris les fonds versés au titre des fonds d'affectation spéciale, et comptabilisés comme disponibilités.

Stocks

17. Les fournitures destinées à l'exécution des programmes et stockées dans l'entrepôt de la Division des approvisionnements de l'UNICEF à Copenhague sont comptabilisées au coût moyen. Tous les frais de transport des fournitures jusqu'à l'entrepôt sont considérés comme faisant partie du coût moyen. Les marchandises en transit sont évaluées au coût effectif.

Biens durables

18. Le mobilier, le matériel et les autres biens non consommables ne sont pas compris dans les actifs de l'organisation. Les acquisitions sont imputées sur les comptes budgétaires de l'exercice au cours duquel elles ont été effectuées.

Fonds de réserve pour immobilisations

19. Par sa décision 1990/26 (E/ICEF/1990/13), le Conseil d'administration a approuvé la création d'un fonds de réserve pour immobilisations devant permettre d'améliorer le contrôle des acquisitions futures d'immobilisations par l'UNICEF, principalement des immeubles de bureaux et des logements pour le personnel sur le terrain. Des ouvertures de crédits supplémentaires seront autorisées, selon que de besoin, pour reconstituer ce fonds de réserve.

Nouveau mode de présentation de l'information dans les états financiers de l'exercice biennal 2001

20. Chaque fois que possible, l'UNICEF s'est attaché à faire figurer dans les notes l'information précédemment exposée dans les tableaux accompagnant les états financiers. Au besoin, les chiffres concernant les exercices antérieurs ont été regroupés à des fins de comparaison.

Consolidation des comptes de la Division du secteur privé

21. Dans le rapport financier et les comptes sont indiqués les recettes et les dépenses, l'actif et le passif, y compris le bénéfice d'exploitation net, et l'actif et le passif de la Division du secteur privé. Les transactions interservices entre l'UNICEF et la Division sont éliminées aux fins de la consolidation des comptes.

Principes comptables de la Division du secteur privé

22. Les comptes de la Division sont établis conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF et au Supplément spécial concernant l'opération Cartes de vœux.

Comptabilisation par la Division du secteur privé des opérations exprimées en monnaies nationales

23. Le produit brut des ventes est comptabilisé en monnaie locale lors des livraisons de l'année en cours. Il est converti en dollars des États-Unis au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU au 31 décembre.

Provision pour fluctuation de change (Division du secteur privé)

24. Afin de se prémunir contre les fluctuations de change, la Division peut constituer une provision égale à 10 % des montants libellés dans une monnaie autre que le dollar des États-Unis restant à recevoir au 31 décembre.

Provision pour créances douteuses (Division du secteur privé)

25. Une provision peut être constituée à l'égard des créances considérées douteuses.

Stocks d'articles de la Division du secteur privé

26. Les stocks d'articles en cours de fabrication et de produits finis sont évalués au coût standard, tandis que les matières premières sont évaluées au coût moyen mobile. Les produits finis invendus pendant la première année de la campagne en cours qui ne sont pas reportés sur la deuxième année de la campagne sont inscrits au poste « profits et pertes ». Dans ce cas ou en cas de report à nouveau, les produits sont évalués au coût complet. Le matériel publicitaire et les supports promotionnels produits au cours de l'année mais destinés aux campagnes suivantes sont comptabilisés dans les stocks au coût standard.

Immobilisations de la Division du secteur privé

27. Les immobilisations d'un coût égal ou supérieur à 100 000 dollars sont ajoutées à la valeur comptable du capital et amorties en fonction de leur durée d'utilisation prévue.

Passif de la Division du secteur privé

28. Les charges à payer sont comptabilisées dans les comptes de la Division conformément aux normes comptables reconnues et les procédures de séparation des exercices pertinentes appliquées de la même manière d'un exercice à l'autre.

Recettes de la Division du secteur privé

29. Les recettes provenant des collectes de fonds privés ainsi que les dépenses connexes sont inscrites sur des lignes distinctes dans les comptes de la Division.

30. Le produit brut des ventes de cartes et autres marchandises est comptabilisé en monnaie locale sur la base des relevés provisoires de ventes reçus des partenaires à la fin de l'année. Il est converti en dollars des États-Unis au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU au 31 décembre. Le produit est ajusté l'année suivante, une fois reçu le relevé définitif. À la fin de l'année, si un partenaire n'a pas transmis son relevé provisoire des ventes, le produit brut est calculé en se fondant sur la moyenne des ventes annuelles par rapport aux livraisons.

31. Les recettes provenant des collectes de fonds privés ainsi que les dépenses connexes sont inscrites sur des lignes distinctes dans les comptes de la Division. Le produit net de la collecte de fonds dans le secteur privé déclaré par les Comités nationaux est comptabilisé sur la base des rapports qu'ils ont présentés à la fin de l'année, tandis que celui des fonds privés collecté par les bureaux extérieurs n'est comptabilisé qu'au versement des fonds.

Note 3

Versements au budget d'appui biennal

32. Une partie des recettes est versée au budget d'appui biennal au titre de l'harmonisation des budgets du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et de l'UNICEF.

	<i>2001</i> <i>(milliers de</i> <i>dollars É.-U.)</i>
Contributions des gouvernements au titre des dépenses locales	646
Remboursement de l'impôt national sur le revenu.	14 785
Total	15 431

Note 4**Recettes de la Division du secteur privé**

33. Le montant net des recettes provenant de la Division pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001 s'est élevé à 324 378 000 dollars.

	2000	2001	Total
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>		
Recettes			
Produit brut des ventes	117 363	100 999	218 362
Collecte de fonds dans le secteur privé	159 383	152 649	312 032
Autres recettes	6 110	12 128	18 238
Total des recettes	282 856	265 776	548 632
Total des dépenses	119 562	104 692	224 254
Recettes nettes	163 294	161 084	324 378

Note 5**Recettes accessoires**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2000-2001	1998-1999
Règlement d'engagements budgétaires de l'exercice antérieur	20 638	13 601
Recettes provenant de la vente de matériel excédentaire ou vétuste	2 672	1 427
Commissions pour des services d'achat	1 837	2 572
Gains et pertes de change	14 047	(555)
Autres	2 517	7 049
Total	41 711	24 094

Les chiffres ont été regroupés à des fins de comparaison.

Note 6**Passation par profits et pertes**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Secours d'urgence et relèvement</i>	Total 2001-2000	Total 1999-1998
Contributions irrécouvrables	1 515	3 691	5 205	10 411	15 503
Passation de stocks par profits et pertes et ajustements	3 375			3 375	2 979
Total	4 890	3 691	5 205	13 786	18 482

Note 7**Dépôts à vue ou à terme**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2001</i>	<i>1999</i>
Dépôts à terme	619 922	500 392
Dépôts à vue – convertibles	17 085	40 616
Dépôts à vue – non convertibles	7 543	17 718
Total	644 550	558 726

Note 8**Analyse rétrospective des contributions à recevoir**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Avant 1999</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>	Total
5 350	25 262	22 985	158 991	212 588

Note 9**Provision pour contributions à recevoir non recouvrables**

34. Conformément à la recommandation des commissaires extérieurs aux comptes (A/51/5/Add.2, par. 35), une provision de 5 millions de dollars a été constituée pour les contributions à recevoir qui ne pourraient être recouvrées.

Note 10**Autres comptes débiteurs**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2001</i>	<i>1999</i>
Sommes à recevoir d'organisations non gouvernementales au titre des campagnes de collecte de fonds des Comités nationaux de l'UNICEF	208 732	217 588
Déduction faite des provisions de la Division du secteur privé pour fluctuation de change et créances douteuses		
Provision pour créances douteuses	(3 687)	(3 092)
Provision pour fluctuation de change	(20 919)	(21 024)
Sommes à recevoir de gouvernements, d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations au titre des fonds d'affectation spéciale	75 038	12 450
Sommes à recevoir de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées		5 515

	2001	1999
Sommes à recevoir des membres du personnel	17 924	22 585
Sommes à recevoir des banques – intérêts acquis	4 462	8 226
Avances aux fournisseurs (marchandises et fret)	3 938	7 036
Charges comptabilisées d'avance – Fonds central renouvelable de secours d'urgence	1 636	
Sommes à recevoir de gouvernements – autres	899	9 134
Dépôts et charges payées d'avance	801	533
Recettes accessoires	262	2 746
Total	289 086	261 697

Les chiffres ont été regroupés à des fins de comparaison.

Note 11

Stocks au 31 décembre 2001

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2001	1999
Fournitures en stock à l'entrepôt de la Division des approvisionnements :		
Destinées aux programmes	18 583	21 938
En transit		58
Matériel d'emballage	167	102
Division du secteur privé :		
Matières premières	2 404	2 060
Produits en cours de fabrication	230	391
Produits finis	4 324	1 813
Total des stocks	25 708	26 362

Note 12

Immeubles et matériel

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre</i> 2001	<i>Au 31 décembre</i> 1999
Locaux de l'UNICEF à usage de bureaux	11 454	10 950
Logements de l'UNICEF	947	1 123
Machines et matériel de la Division du secteur privé	319	602
Total	12 720	12 675

Note 13**Contributions versées d'avance**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2001</i>	<i>1999</i>
Gouvernements et organisations intergouvernementales	3 080	781
Autres	379	209
Total	3 459	990

35. Aux contributions versées d'avance s'ajoutent des annonces de contributions d'un montant de 87 240 000 dollars pour les années à venir.

Note 14**Engagements non réglés**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2001</i>	<i>1999</i>
Budget des programmes	160 552	170 021
Budget d'administration	12 688	22 281
Total	173 240	192 302

Note 15**Comptes créditeurs**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2001</i>	<i>1999</i>
Sommes dues à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées	4 033	
Fonds central renouvelable de secours d'urgence	12 500	
Fournitures, services et fret	52 459	24 522
Autres	6 148	8 845
Total	75 140	33 367

Note 16

Réserve pour assurance

Réserve pour couvrir les pertes de fournitures et de matériel destinés aux programmes

36. En 1950, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve pour assurance de 200 000 dollars pour couvrir les pertes de fournitures et de matériel destinés aux programmes de l'UNICEF non couvertes par une police souscrite auprès d'une société d'assurances. À la fin de 1999, le solde de cette réserve s'élevait à 104 010 dollars. Il n'y a pas eu de mouvements de fonds sur la réserve au cours de l'exercice 2000-2001.

Réserve pour perte de biens

37. En 1987, l'UNICEF a constitué une réserve de 100 000 dollars pour assurer lui-même ses biens. À la fin de 1999, le solde de cette réserve s'élevait à 26 399 dollars. Il n'y a pas eu de mouvements de fonds sur la réserve au cours de l'exercice 2000-2001.

Note 17

Passif éventuel

38. L'UNICEF n'a pas constitué de provisions spécifiques, dans ses comptes, au titre du coût de l'assurance maladie après cessation de service ou des autres types de prestations de fin d'emploi auxquelles les fonctionnaires ont droit lorsqu'ils quittent l'organisation.

39. Afin de se faire une idée de l'ordre de grandeur, sur le plan financier, des charges auxquelles le Fonds pourrait être appelé à faire face au titre de l'assurance maladie après cessation de service, l'UNICEF a engagé un actuaire-conseil en 2001 pour procéder à une évaluation actuarielle des prestations postretraites de l'assurance maladie au 1er janvier 2001. Il ressort des estimations effectuées à cette occasion qu'au 31 décembre 2001, la charge de l'UNICEF au titre des prestations de l'assurance maladie après cessation de service couvrant tous les participants s'établissait comme suit :

	<i>Valeur actualisée des prestations futures</i>	<i>Charge accumulée</i>
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Charge brute	363 989	246 078
À déduire : charge des retraités	72 142	49 636
Total	291 847	196 442

40. Les données ci-dessus concernant la valeur actualisée des prestations futures représentent les valeurs actualisées de toutes les prestations à verser plus tard à tous les retraités actuels et à tous les employés en activité appelés à l'avenir à prendre leur retraite. Les charges à payer représentent les fractions des valeurs actualisées

des prestations qui se sont accumulées depuis la date d'entrée en fonctions des fonctionnaires jusqu'à la date d'évaluation. Les prestations concernant les fonctionnaires en activité leur sont acquises lorsqu'ils atteignent la date à laquelle ils peuvent faire valoir leurs droits à prestations.

41. Au 31 décembre 2001, le montant net du passif éventuel au titre des prestations des fonctionnaires était estimé à 56 479 000 dollars, se répartissant comme suit :

	<i>En milliers de dollars des États-Unis</i>
Congés annuels accumulés	35 839
Prime de rapatriement	20 655
Total	56 494

42. Aucun crédit correspondant n'a été inscrit dans les comptes. Ces dépenses seront imputées sur les crédits budgétaires des exercices au cours desquels les paiements seront effectués.

Note 18

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

43. L'UNICEF fait partie des organisations affiliées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, laquelle a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite et d'assurances décès et invalidité, parmi d'autres prestations du même ordre. La Caisse est un régime par capitalisation à prestations déterminées. L'obligation financière de l'UNICEF à son égard est de verser la cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale et de participer au paiement compensatoire de tout déficit actuariel conformément à l'article 26 des Statuts de la Caisse. Ces paiements compensatoires ne sont dus que si l'Assemblée générale a invoqué l'article 26 après avoir déterminé qu'il fallait combler le déficit en fonction d'une évaluation de l'autosuffisance actuarielle de la Caisse à la date d'évaluation.

44. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'a pas invoqué ces dispositions.

Note 19

Biens durables

(En milliers de dollars des États-Unis)

Coût des biens durables au 31 décembre 1999	59 282
Coût des biens durables au 31 décembre 2001	52 322

45. Les acquisitions de biens durables sont imputées sur les comptes budgétaires de l'année au cours de laquelle elles ont été effectuées.

Note 20

Montant minimum fixé pour les liquidités

46. D'après les procédures de l'UNICEF relatives aux liquidités, il convient que les soldes en espèces convertibles représentent en fin d'année budgétaire 10 % au moins du montant des ressources ordinaires prévu pour l'année suivante.

47. Le plan financier de 2001 prévoit que les soldes en espèces convertibles des ressources ordinaires doivent s'élever au minimum à 59 millions de dollars.

48. Compte non tenu des fonds d'affectation spéciale, les soldes en espèces de l'UNICEF se répartissent comme suit au titre des ressources ordinaires et des autres ressources :

	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>
	<i>(milliers de dollars É.-U.)</i>	
Soldes en espèces convertibles	76 013	363 363
Soldes en espèces non convertibles	7 543	
Total	83 556	363 363

49. En 2001, l'UNICEF a atteint le montant minimum fixé pour les liquidités.

Tableau 1
Contributions reçues ou annoncées pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001
 (En milliers de dollars des États-Unis)

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources				Total
	Gouvernements et organisations intergouvernementales		Fonds supplémentaires		Gouvernements et organisations intergouvernementales		Secours d'urgence et relèvement		
	Sources gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	
Pays									
Afrique du Sud	82	82	42	42	774	774	774	774	898
Algérie	45	45	21	21					66
Allemagne	8 076	8 076	69	26 640	1 016	38 695	39 711	39 711	74 496
Andorre	27	27	21	206	227	55	225	225	479
Arabie saoudite	2 000	2 000							2 000
Argentine			142	4 220		60	60	60	4 422
Australie	5 659	5 659	16 204	4 568	8 103	1 307	9 410	9 410	35 841
Autres ressources ordinaires									
Autriche	1 982	1 982	400	787	1 187	441	454	454	3 623
Azerbaïdjan				200	200				200
Bahamas	3	3							3
Bangladesh	67	67	632	34	666				733
Banque mondiale									
Barbade	8	8		187	187				195
Bélarus	20	20							20
Belgique	5 907	5 907	4 875	978	5 853	2 761	8 575	8 575	20 335
Belize	76	76							76
Bhoutan	33	33							33
Bolivie	10	10	1 800		1 800				1 810
Botswana	15	15							15
Brésil				9 341	9 341				9 341
Bulgarie									
Burkina Faso	9	9							9
Burundi	3	3							3
Cambodge									
Canada	17 680	17 680	28 571	8 502	37 073	11 957	13 660	13 660	68 413
Chili	154	154		98	98	20	75	95	347
Chine	2 426	2 426		279	279				2 705

Donateur	Autres ressources						Total
	Ressources ordinaires			Secours d'urgence et relèvement			
	Gouver- nements et organisations intergouver- nementales ^a	Sources non gouverne- mentales ^a	Total partiel	Gouver- nements et organisations intergouver- nementales	Sources non gouverne- mentales ^a	Total partiel	
Chypre	4		4			4	4
Colombie	903		903	17	773	790	1 703
Communauté économique européenne							
Congo	8		8				8
Costa Rica	53		53	124	7	7	60
Côte d'Ivoire				124		124	124
Cuba	75		75	3	3	3	78
Danemark	45 408		45 408	1 647	200	1 847	60 535
Égypte	58		58	298	11	309	503
El Salvador	51		51				51
Émirats arabes unis	200		200				200
Équateur	22		22	140	142	142	164
Espagne	3 101		3 101	36	12 035	12 175	24 296
Estonie				185 181	54 758	239 939	55
États-Unis d'Amérique	219 339		219 339	29	59 455	7 923	526 656
Éthiopie	73		73				102
Ex-République yougoslave de Macédoine	8		8				12
Fédération de Russie	1 000		1 000				1 000
Fidji	2		2				2
Finlande	21 638		21 638	1 835	2 808	4 643	30 433
Fonds consolidés des comités nationaux							
France	13 414		13 414	1 172	8 270	9 442	31 345
Gabon							
Gambie	5		5				5
Géorgie	1		1	1		1	2
Ghana	15		15	35		35	50
Grèce	495		495	402		402	973
Guyana	3		3				3
Honduras	51		51				51
Hong Kong (Chine)				2 901		2 901	4 289
Hongrie							24

Donateur	Autres ressources						Total
	Ressources ordinaires			Fonds supplémentaires			
	Gouver- nements et organisations intergouver- nementales ^a	Sources non gouverne- mentales ^a	Total partiel	Gouver- nements et organisations intergouver- nementales ^a	Sources non gouverne- mentales ^a	Total partiel	
Îles Vierges britanniques	2		2				2
Inde	1 609		1 609			2	1 967
Indonésie	75		75	356		2	451
Iran (République islamique d')	154		154	376			154
Irlande	5 810		5 810	1 195		510	14 405
Islande	220		220				220
Israël	120		120	60	4	4	184
Italie	21 145		21 145	12 477	3 466	6 737	63 493
Jamaïque	62		62				62
Japon	51 192		51 192	102 676	9 689	17 879	197 094
Jordanie	42		42				42
Koweït	400		400				400
Lettonie	5		5				5
Liban				405	199	604	604
Liechtenstein	8		8			151	159
Luxembourg	843		843	114	551	1 102	3 105
Madagascar	6		6	202	17	219	225
Malaisie	168		168				168
Malawi	1		1				1
Maldives	15		15				15
Malte	3		3				3
Maroc	148		148	43		43	191
Maurice	22		22	13		13	35
Mexique	405		405	51	1 240	1 291	1 696
Monaco	30		30			67	97
Mongolie	21		21				21
Mozambique	3		3				3
Myanmar	13		13				13
Nauru	3		3				3
Népal						1	1
Nicaragua	22		22	123			145
Nigéria				183			183
Norvège	67 185		67 185	38	31 712	121	118 349

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources				Total
	Gouvernements et organisations intergouvernementales ^a		Fonds supplémentaires		Gouvernements et organisations intergouvernementales ^a		Secours d'urgence et relèvement		
	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	
Nouvelle-Zélande	1 887	1 887	964	52	1 016	1 059	12	1 071	3 974
Office humanitaire de la Commission européenne									
Oman	110	110	92		92		5	5	207
Ouganda	2	2	25		25				27
Pakistan	194	194							194
Panama	58	58	1 056	16	1 072				1 130
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5	5							5
Paraguay				16	16				16
Pays-Bas	54 498	54 498	29 035	9 123	38 158	36 125	6 495	42 620	135 276
Pérou	10	10		48	48		15	15	73
Philippines	137	137		934	934	80		80	1 071
Pologne	117	117							197
Portugal	400	400	20	103	123	718	938	1 656	2 179
Qatar			10		10				10
République arabe syrienne	24	24	10		10				34
République de Corée	2 800	2 800	100	674	774		635	635	4 209
République de Moldova				8	8				8
République dominicaine			52	3	55				55
République populaire démocratique de Corée	61	61							61
République démocratique populaire lao	10	10							10
République tchèque	126	126				56	55	111	237
Roumanie	20	20							20
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	51 304	51 304	66 477	16 547	83 024	40 184	12 286	52 470	186 798
Saint-Marin				45	45	20	15	35	80
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2	2							2
Samoa	1	1							1
Sénégal			50		50				50
Sierra Leone							107	107	207
Singapour	100	100					307	307	338
Slovénie	14	14		17	17				

Donateur	Autres ressources						Total
	Ressources ordinaires			Secours d'urgence et relèvement			
	Fonds supplémentaires		Total partiel	Gouvernements et organisations intergouvernementales ^a		Total partiel	
Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales ^a	Gouvernements et organisations intergouvernementales		Sources non gouvernementales ^a			
Sri Lanka	33	16	33	16	32	65	
Suède	60 903	28 670	60 904	1 194	29 864	118 669	
Suisse	19 854	1 728	19 854	6 460	8 188	33 177	
Suriname		346			346	346	
Swaziland	1		1			1	
Tchad		38			38	38	
Thaïlande	262	31	262	3 291	3 322	3 586	
Togo	4		4			4	
Trinité-et-Tobago	6		6			6	
Tunisie	80		80			80	
Turquie	240	5	240	132	137	562	
Ukraine				25	25	25	
Uruguay				570	570	570	
Venezuela	47		47	331	331	378	
Viet Nam	27		27	56	56	83	
Yémen	35		35			35	
Autres	(3)	(5)	(3)	(10)	(15)	(18)	
Total partiel, pays	693 310	521 297	693 311	195 494	716 791	1 806 363	
Organisations intergouvernementales							
Agence de coopération culturelle et technique		49			49	49	
AGFUND				100	100	100	
Conseil de l'Europe				137	137	137	
Office humanitaire de la Commission européenne		4 683		21 801	21 801	26 484	
Communauté économique européenne		6 024		1	1	6 025	
Fonds de l'OPEP		225		200	200	425	
Organisation de l'unité africaine				99	99	99	
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe		75			75	75	
Total partiel, organisations intergouvernementales		11 056		11 056	22 338	33 394	

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources				Total	
	Gouvernements et organisations intergouvernementales		Fonds supplémentaires		Gouvernements et organisations intergouvernementales		Secours d'urgence et relèvement			
	Sources gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel		
Ajustements des recettes afférents à l'exercice antérieur	909	909	537	537	537	(732)	(732)	(732)	714	
Remboursement de contributions	(1)	(1)	(3 127)	(3 127)	(3 127)	(4 456)	(4 456)	(4 456)	(7 584)	
Total, gouvernements et organisations intergouvernementales	694 218	1 694 219	529 763	195 494	725 257	290 579	122 832	413 411	1 832 887	
Organisations non gouvernementales										
Allemagne			12	12	173	173			185	
Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination			5 668	5 668					5 668	
Australie	9	9							9	
Autres, ressources ordinaires	2	2							2	
Barbade	1	1							1	
Belgique	1	1							1	
Canada			5 746	5 746					5 746	
États-Unis d'Amérique	1	1	44 653	44 653	1 168	1 168			45 822	
Îles Caïmanes	20	20							20	
Italie			70	70					70	
Japon	3 507	3 507	1 000	1 000					4 507	
Malaisie	1	1							1	
Monaco			166	166					166	
NetAid Foundation			152	152					152	
Norvège	1	1							1	
Pays-Bas			100	100					100	
Personnel de l'ONU – situations d'urgence							5	5	5	
Qatar					250	250			250	
République de Corée					4	4			4	
Rotary International									4	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord			18 606	18 606					18 606	
Soudan			8	8					8	
Suisse	423	423			24	24			24	
					3	3			3	
									426	

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources				Total
	Gouvernements et organisations intergouvernementales		Fonds supplémentaires		Gouvernements et organisations intergouvernementales		Secours d'urgence et relèvement		
	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	
Autres		185	185	(185)		(185)		(185)	
Total partiel, organisations non gouvernementales	3 966	3 966	76 366	76 366	1 442	1 442	1 442	1 442	81 774
Ajustements des recettes afférents à l'exercice antérieur	985	985	(1 040)	(1 040)	(313)	(313)	(313)	(313)	(368)
Remboursement des contributions			(217)	(217)	(64)	(64)	(64)	(64)	(281)
Total, gouvernements, organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales	694 218	4 952	699 170	270 603	800 366	290 579	123 897	414 476	1 914 012
Mécanismes interorganisations									
OIT		596	596						596
ONUSIDA		7 539	7 539			300		300	7 839
NetAID Foundation							40	40	40
Somalie				97	97				97
Organismes des Nations Unies									
Département des opérations de maintien de la paix (ONU)		1 172	1 172						1 172
Secrétariat de l'ONU		4 623	4 623			17 000		17 000	21 623
UNESCO		41	41						41
Bureau de la coordination des affaires humanitaires							2 725	2 725	2 725
PNUD						473		473	473
HCR		558	558			261		261	819
Opération des Nations Unies en faveur des droits de l'homme		372	372						372
PNUCID		182	182						182
Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée							24	24	24
UNOPS		300	300						300
Bureau chargé du Programme Iraq		375	375						375
FNUAP		400	400						400
États-Unis d'Amérique									

Donateur	Autres ressources				Total
	Ressources ordinaires		Secours d'urgence et relèvement		
	Gouvernements et organisations intergouvernementales ^a	Sources non gouvernementales ^a	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales ^a	
	Total partiel	Total partiel	Total partiel	Total partiel	Total
Banque mondiale		769	769	1 000	1 769
PAM		29	29		29
OMS		3 221	3 221		3 221
Total partiel, mécanismes interorganisations		20 274	20 274	21 823	42 097
Ajustements des recettes afférents à l'exercice antérieur	33	(28)	(28)	(5)	(5)
Remboursement de contributions		(26)	(26)		(26)
Total, mécanismes interorganisations	33	20 220	20 220	21 818	42 071
Total général	694 218	4 985	529 763	290 823	820 586
				290 579	1 956 083
	Ressources ordinaires	Fonds supplémentaires	Secours d'urgence et relèvement	Total	
Récapitulation					
Gouvernements	694 218	518 796	268 545	1 481 559	
Organisations intergouvernementales		10 963	22 034	32 997	
Comités nationaux	303	195 047	122 301	317 651	
Organisations non gouvernementales	4 649	75 560	1 591	81 800	
Mécanismes interorganisations	33	20 220	21 823	4 2076	
Total général	699 203	820 586	436 294	1 956 083	

^a Par sources non gouvernementales, on entend des organisations non gouvernementales, les comités nationaux, les particuliers, les entreprises, etc.

Tableau 2
Sommes à recevoir au 31 décembre 2001 au titre des ressources ordinaires, des fonds supplémentaires et des secours d'urgence et du relèvement
 (En milliers de dollars des États-Unis)

Donateur	Ressources ordinaires				Autres ressources				Total
	Gouvernements et organisations intergouvernementales ^a		Sources non gouvernementales ^a		Fonds supplémentaires		Secours d'urgence et relèvement		
	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Sources non gouvernementales ^a	
Gouvernements									
ACDI/Assistance humanitaire internationale								(157)	(157)
ACDI/Centre d'aide alimentaire					253		253	64	317
Allemagne	8								8
Andorre	14								14
Arabie saoudite	1 000								1 000
Australie	(137)				1 457		1 457		1 320
Autriche	515							15	530
Bahamas	2								2
Bangladesh	35								35
Belgique	1 037				1 642		1 642	2 189	4 868
Bhoutan	12								12
Burkina Faso	1								1
Burundi	1								1
Canada	(43)				2 045		2 045	33	2 035
CDC					50 743		50 743		50 743
Chine	121								121
Danemark					23		23	1 094	1 117
Égypte	111								111
États-Unis d'Amérique					1 282		1 282		1 282
États-Unis d'Amérique (Bureau of population, refugees and migration)					900		900	5 105	6 005
États-Unis d'Amérique (Département d'État)					500		500		500
Fidji	3								3
Finlande	150				349		349		499
France					1 001		1 001		1 001
Ghana	15								15

Donateur	Autres ressources						Total
	Ressources ordinaires			Secours d'urgence et relèvement			
	Gouver- nements et organisations intergouver- nementales ^a	Sources non gouverne- mentales ^a	Total partiel	Gouver- nements et organisations intergouver- nementales	Sources non gouverne- mentales ^a	Total partiel	
Irlande		(24)	(24)				(24)
Italie	2 113 (195)	226	2 113 (195)	(1 113)	(1 113)	(1 113)	1 226 (195)
Jamahiriya arabe libyenne							60
Jamaïque	60		60				60
Japon		10 992	10 992	1 504	1 504	1 504	12 496
Lesotho	4		4				4
Liechtenstein				18	18	18	18
Luxembourg				352	352	352	352
Malawi	3		3				3
Maroc	3		3				3
Nauru	3		3				3
Norvège		2 959	2 959	224	224	224	3 183
Norvège-NORAD		4	4				4
Nouvelle-Zélande		1	1				1
Oman	55		55				55
Pakistan	44		44				44
Pays-Bas		1 793	1 793	203	203	203	1 996
Pérou	40		40				40
Philippines	93		93				93
Pologne				70	70	70	70
Portugal	60		60				60
République populaire démocratique de Corée	73		73				73
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		13 843	13 843	3 132	3 132	3 132	16 975
Sénégal		30	30				30
Slovénie	4		4				4
Suède		400	400	19	19	19	419
Suède-sida		1 407	1 407	282	282	282	1 689
Suisse				606	606	606	606
Swaziland	(3)		(3)				(3)
Togo	4		4				4

Donateur	Autres ressources						Total
	Ressources ordinaires			Secours d'urgence et relèvement			
	Gouvernements et organisations intergouvernementales ^a	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales ^a	Total partiel	
USAID/Office of foreign disaster assistance		106	106	23 297		23 297	23 403
USAID/Washington		43 019	43 019	2 697		2 697	45 716
Venezuela	47		47				47
Yémen	27		27				27
Total partiel, gouvernements	5 280	134 951	134 951	39 634		39 634	179 865
Organisations intergouvernementales							
Afund		800	800				800
Banque interaméricaine de développement		105	105				105
Communauté économique européenne		4 571	4 571	3 094		3 094	7 665
Fonds de l'OPEP		100	100	300		300	400
Office humanitaire de la Commission européenne		764	764	7 674		7 674	8 438
Organisation de l'unité africaine				35		35	35
Total partiel, organisations intergouvernementales		6 340	6 340	11 103		11 103	17 443
Comités nationaux pour l'UNICEF							
Comité canadien pour l'UNICEF		1 914	1 914		316	316	2 230
Comité allemand pour l'UNICEF		38	38		109	109	147
Comité britannique pour l'UNICEF	1	(22)	(22)				(21)
Comité danois pour l'UNICEF	1						1
Comité des États-Unis pour l'UNICEF		44	44				44
Comité espagnol pour l'UNICEF		127	127		47	47	174
Comité finlandais pour l'UNICEF		4	4				4
Comité français pour l'UNICEF		9	9				9
Comité japonais pour l'UNICEF	5				7 607	7 607	7 612
Comité luxembourgeois pour l'UNICEF		9	9				9
Comité néerlandais pour l'UNICEF		(175)	(175)				(175)
Comité suédois pour l'UNICEF		(180)	(180)				(180)

Donateur	Autres ressources				Total
	Ressources ordinaires		Secours d'urgence et relèvement		
	Gouvernements et organisations intergouvernementales ^a	Sources non gouvernementales ^a	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales ^a	
Comité suisse pour l'UNICEF	(17)	(17)	(17)	(17)	(17)
Total partiel, comités nationaux	7	7	1 751	8 079	9 837
Organisations non gouvernementales					
UNICEF-Argentine		(33)	(33)		(33)
UNICEF-Brésil		1 456	1 456		1 456
UNICEF-Chili		57	57	(19)	38
UNICEF-Chine		6	6		6
UNICEF-Colombie	(9)	124	124		115
UNICEF-Équateur		(55)	(55)		(55)
UNICEF-Éthiopie				(6)	(6)
UNICEF-Indonésie		6	6		6
UNICEF-Iran (République islamique d')		(1)	(1)		(1)
UNICEF-Liban		(76)	(76)		(76)
UNICEF-Madagascar		2	2		2
UNICEF-Malaisie				2	2
UNICEF-Maroc		(11)	(11)		(11)
UNICEF-Maurice		4	4		4
UNICEF-Mexique		(6)	(6)		(6)
UNICEF-Nambie		8	8		8
UNICEF-Nigéria		13	13		13
UNICEF-Oman				5	5
UNICEF-Pakistan		(192)	(192)		(192)
UNICEF-Pérou		9	9		9
UNICEF-Philippines		31	31	(297)	(266)
UNICEF-République arabe syrienne		(6)	(6)		(6)
UNICEF-Sénégal		2	2		2
UNICEF-Singapour		1	1	(15)	(14)
UNICEF-Somalie				(100)	(100)
UNICEF-Suisse				(361)	(361)
UNICEF-Thaïlande		(274)	(274)		(274)
UNICEF-Turquie				4	4

Donateur	Autres ressources						Total
	Ressources ordinaires		Fonds supplémentaires		Secours d'urgence et relèvement		
	Gouvernements et organisations intergouvernementales ^a	Sources non gouvernementales ^a	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales ^a	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales ^a	
UNICEF-Uruguay			386		386		386
UNICEF-Venezuela			63		63		63
UNICEF-Zambie			(2)		(2)	2	2
UNICEF-Zimbabwe						(76)	(76)
Australie, autres	(8)	(8)					(8)
Bhaktapur Press	338	338					338
Centre de recherche pour le développement international				109	109		109
États-Unis d'Amérique, autres	3	3					3
Grèce, autres				1	1		1
Lions Club				7	7		7
Raedda Barnen (Save the Children)				6	6		6
Rotary International				7 961	7 961		7 961
Royaume-Uni, autres				1	1		1
Suisse, autres				210	210		210
Tetsuko Kuroyanagi (Ambassadeur itinérant)				29	29		29
Total partiel, organisations non gouvernementales	324	324	9 836	9 836	9 836	(861)	9 299
Arrangements interorganisations							
Habitat							30
FENU (New York)	30	30	325		325		325
FIDA			156		156		156
HCR						60	60
OMS			11		11	20	31
ONUSIDA			10		10		10
Organismes des Nations Unies			9		9		9
PNUCID			88		88		88
Protection et sécurité (système des Nations Unies)	4	4					4
Secrétariat de l'ONU	(69)	(69)	183		183		114

Tableau 3
Services d'achats et autres activités pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Clients</i>	<i>Solde au 31 décembre 1999</i>	<i>Contributions reçues et ajustements</i>	<i>Total disponible</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde au 31 décembre 2001</i>
Gouvernements					
Albanie	18	127	146	88	57
Algérie	2	803	805	485	320
Allemagne	800	1 998	2 798	2 858	(60)
Argentine	92	(40)	52	90	(38)
Arménie	62	308	370	281	89
Australie	31	615	645	645	
Autriche	285	131	416	283	133
Azerbaïdjan		242	242	118	124
Bangladesh	30 104	9 912	40 017	28 711	11 305
Belgique	274	133	407	379	28
Belize	21	(4)	17	14	3
Bénin	2 185	699	2 884	2 151	733
Bhoutan	122	(21)	101	101	
Bolivie	97	(31)	66	50	16
Botswana	16	(2)	14		14
Brésil	88	(81)	8	8	–
Bulgarie	479	1 061	1 540	1 540	
Burkina Faso	535	11	546	697	(151)
Cambodge	557	291	849	612	236
Canada	642	297	938	811	128
Cap-Vert	2	44	46	90	(44)
Clients ne représentant pas un gouvernement	55	193	248	534	(286)
Colombie	120	1	120	83	38
Congo	(20)		(20)		(20)
Côte d'Ivoire	53	1 852	1 904	734	1 170
Danemark	1 064	3 902	4 967	2 448	2 519
Égypte		425	425	320	105
Équateur		255	255	255	
Érythrée		942	942	528	414
Espagne	130	399	529	147	383
États-Unis	63	696	759	396	363
Éthiopie	207	(46)	162	131	30
Ex-République yougoslave de Macédoine	5	(5)			–
Fidji	(62)	101	38	176	(138)
Finlande	531	935	1 466	693	773
France	324	1 150	1 474	1 049	425
Gabon	77	(3)	73	61	12
Gambie	5	514	519	270	249

<i>Clients</i>	<i>Solde au 31 décembre 1999</i>	<i>Contributions reçues et ajustements</i>	<i>Total disponible</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde au 31 décembre 2001</i>
Géorgie		115	115		115
Ghana	141	17 945	18 086	5 311	12 775
Guinée	68	744	812	485	326
Guinée équatoriale	121	(7)	114	92	22
Guyana	5	(2)	2	2	
Honduras		20	20	20	
Îles Salomon	2	–	2		2
Inde	29 119	55 489	84 608	62 022	22 586
Iraq	1	–	1		1
Irlande	12	–	12		12
Italie	(163)	874	711	1 077	(367)
Jamahiriya arabe libyenne	761	(200)	561	428	132
Jamaïque		18	18	18	
Japon	1 533	21 126	22 659	22 801	(142)
Kazakhstan	329	3 426	3 755	2 098	1 657
Kenya	102	22 911	23 013	4 448	18 565
Kirghizistan		471	471	305	166
Lesotho	69	(5)	64	46	18
Liban	495	2 261	2 755	2 369	386
Libéria		68	68	3	65
Madagascar	212	3 702	3 914	922	2 992
Malawi	62	10 366	10 429	1 809	8 619
Maldives		29	29	27	2
Mali	993	1 602	2 596	1 901	695
Maroc	2 295	3 881	6 176	5 023	1 153
Mauritanie	154	276	430	506	(76)
Micronésie	3	22	24	21	3
Mozambique		4 895	4 895	1 767	3 129
Myanmar	8	25	33		33
Namibie		15	15	9	6
Népal	9	(8)	1	1	
Nicaragua	36	256	291	294	(3)
Niger	119	(69)	50	411	(361)
Nigéria	286	903	1 189	702	486
Norvège	(378)	385	7	1 183	(1 176)
Oman	3	6	10	5	5
Ouganda	559	17 330	17 890	1 128	16 762
Ouzbékistan	772	3 726	4 498	2 489	2 009
Pakistan	7 327	26 159	33 486	17 379	16 107
Panama	73	(55)	18	18	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	114	(12)	101	2	99
Pays-Bas	53	2 978	3 031	3 496	(465)
Philippines	7 135	(2 289)	4 846	4 000	846
République de Corée	(17)	3 296	3 279	3 185	94
République arabe syrienne	12	(12)			

<i>Clients</i>	<i>Solde au 31 décembre 1999</i>	<i>Contributions reçues et ajustements</i>	<i>Total disponible</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde au 31 décembre 2001</i>
République démocratique populaire lao		1 159	1 159	348	810
République dominicaine		23	23	23	
République populaire démocratique de Corée		51	51	143	(93)
République-Unie de Tanzanie	793	8 202	8 995	2 959	6 036
Royaume-Uni	3 716	(1 241)	2 475	2 613	(139)
Rwanda	176	10 177	10 353	2 068	8 285
Sao Tomé-et-Principe		7	7	5	2
Sénégal	646	2 885	3 531	2 767	764
Sierra Leone	328	298	626	505	120
Soudan	164	179	343	296	47
Sri Lanka		201	201	155	46
Suède	(1)	1 375	1 374	1 182	192
Suisse	159	168	328	154	174
Tadjikistan		378	378	127	251
Tchad	205	245	449	647	(198)
Tunisie	19	8	27	27	
Turkménistan	252	404	657	398	258
Turquie	1 069	541	1 610	758	852
Vanuatu		20	20	18	2
Venezuela	529	(279)	250	250	
Viet Nam	(7)	5 055	5 048	673	4 376
Yémen	611	3 925	4 537	2 758	1 778
Zambie	21	8	30	9	20
Zimbabwe	16	(4)	13	1	12
Pas trouvé dans FMFINCODE		(191)	(191)	(191)	
Total partiel, organisations gouvernementales	100 149	264 052	364 201	214 384	149 817
Système des Nations Unies					
Banque mondiale	15	(14)	2	293	(291)
Bureau chargé du Programme Iraq	(22 115)	169 641	147 526	214 020	(66 494)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	1	21	21	17	5
FAO		3	3	3	
FNUAP	3	45	48	48	
OIM	7	24	30	21	9
OMS	27	734	760	520	240
ONUSIDA	1 175	4 705	5 881	3 765	2 115
PAM	85	116	201	196	5
PNUD	45	21	67	34	33
Secrétariat de l'ONU	29	508	537	568	(31)
Système des Nations Unies, multiorganisations		297	297	283	14
UNOPS		706	706	703	3

<i>Clients</i>	<i>Solde au 31 décembre 1999</i>	<i>Contributions reçues et ajustements</i>	<i>Total disponible</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Solde au 31 décembre 2001</i>
UNRWA		81	81	36	46
Total partiel, arrangements interorganisations	(20 728)	176 889	156 161	220 507	(64 346)
Organisations non gouvernementales	13 090	170 800	183 890	146 768	37 122
Récapitulatif					
Clients (gouvernements)	100 149	264 052	364 201	214 384	149 817
Système des Nations Unies	(20 728)	176 889	156 161	220 507	(64 346)
Organisations non gouvernementales	13 090	170 800	183 890	146 768	37 122
		611 741	704 252	581 658	122 593
Soldes nets	92 511				
Total, soldes créditeurs	12 450				75 038
Total, soldes débiteurs	104 961				197 631

Tableau 4
**Recettes, dépenses et solde des fonds pour les achats
 contre remboursement de l'exercice biennal terminé le 31 décembre 2001**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Ressources	
Solde au 1er janvier 2000.	2 000
Fonds reçus	10 013
Écart sur prix	412
Total des ressources disponibles	12 425
Utilisation des ressources	
Dépenses relatives au personnel	8 588
Virement au compte de recettes accessoires	1 837
Total des dépenses	10 425
Solde des fonds au 31 décembre 2001.	2 000

Annexe I

Recettes, dépenses et variations du solde des réserves et des fonds
au 31 décembre 2000 et au 31 décembre 2001

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Autres ressources						
	Ressources ordinaires		Fonds supplémentaires		Secours d'urgence et relèvement		Total
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	
Recettes							
Contributions volontaires							
De gouvernements	351 085	343 132	279 161	250 601	159 679	130 901	789 925
À déduire : versement au budget d'appui biennal	(7 888)	(7 543)					(7 888)
	343 197	335 589					782 037
De sources non gouvernementales/privées	2 950	2 002	147 116	123 488	69 260	54 636	219 326
Division du secteur privé	161 085	163 294					161 085
Fonds reçus au titre d'arrangements interorganisations		33	12 536	7 684	6 402	1 5 416	18 938
Autres recettes							
Intérêts	27 832	37 766					27 832
Recettes diverses	14 007	27 704					14 007
Ajustements pour fluctuations de change	(5 537)	(11 219)	(84)	(4 323)	(54)	(2 289)	(5 675)
Total, recettes	543 534	555 169	438 729	377 450	235 287	198 664	1 217 550
Dépenses							
Coopération au titre des programmes	379 575	360 565	403 870	342 140	228 783	182 442	1 012 228
Appui aux programmes	144 950	137 728					144 950
Total, coopération au titre des programmes	524 525	498 293	403 870	342 140	228 783	182 442	1 157 178
Gestion et administration	80 766	74 127					80 766
Total, dépenses	605 291	572 420	403 870	342 140	228 783	182 442	1 237 944
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(61 757)	(17 251)	34 859	35 310	6 504	16 222	(20 394)
Sommes passées par profits et pertes et ajustements reportés d'exercices antérieurs	4 496	394	2 072	1 619	1 388	3 817	7 956
Provision pour contributions à recevoir non recouvrables							
Excédent (déficit) net des recettes par rapport aux dépenses	(66 253)	(17 645)	32 787	33 691	5 116	12 405	(28 350)

	Autres ressources							
	Ressources ordinaires		Fonds supplémentaires		Secours d'urgence et relèvement		Total	
	2001	2000	2001	2000	2001	2000		
Solde des réserves au 1 ^{er} janvier	28 910	29 221					28 910	29 221
(Diminution) des réserves	22	(311)					22	(311)
Solde des fonds au 1 ^{er} janvier	250 007	267 652	316 447	282 756	138 803	126 399	705 257	676 807
Solde des réserves et des fonds au 31 décembre	212 686	278 917	349 234	316 447	143 919	138 804	705 839	734 168

Annexe II

Définition de certains termes employés dans le rapport

Affectation (Earmarking). Fait de limiter à certaines fins, en vertu d'un accord ou d'une mesure administrative, l'utilisation d'un compte ou de son équivalent en éléments d'actif.

Annonce de contribution (Pledge). Promesse de don écrite par laquelle un donateur s'engage à verser à l'UNICEF une contribution volontaire. Même subordonné à l'approbation des organes législatifs du pays concerné, un engagement écrit est considéré comme une annonce de contribution.

Biens durables (Non-expendable property). Biens et matériels imputés sur le budget des services administratifs et dont le coût unitaire est supérieur ou égal à 1 500 dollars.

Budget (Budget). Plan financier d'exécution des activités prévues pour une période donnée. Le terme « budget » s'applique aux dépenses relatives à l'appui aux programmes, à la gestion et à l'administration, au programme d'assistance de l'UNICEF, ainsi qu'aux dépenses de la Division du secteur privé. Toutefois, le Conseil d'administration approuve des ouvertures de crédits uniquement pour les dépenses d'appui aux programmes et la part des programmes multinationaux financée par prélèvement sur les ressources ordinaires.

Comptabilisation sur la base du fait générateur (Accrual basis of accounting). La comptabilisation des recettes sur la base du fait générateur consiste à les rattacher à la période au cours de laquelle elles sont dues, et non pas à celle où elles sont encaissées. La comptabilisation des dépenses sur la base du fait générateur consiste à rattacher les coûts à l'exercice au cours duquel les dépenses sont engagées ou les dettes sont contractées, et non pas à celui où les montants correspondants sont décaissés.

Comptes vérifiés (Audited accounts). États financiers de l'organisation pour un exercice donné ou à une date donnée, vérifiés par les commissaires aux comptes (Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies).

Contributions à des fins spéciales (Specific contributions). Les recommandations concernant les programmes dépassent souvent le montant de l'assistance qui peut être financée au moyen des ressources ordinaires. Certaines sont approuvées par le Conseil d'administration comme pouvant être financées à l'aide de contributions versées par des donateurs au titre des fonds supplémentaires ou des fonds destinés à des opérations de secours d'urgence ou de relèvement. Lorsqu'une contribution à des fins spéciales est versée pour un programme entrant dans cette catégorie, l'autorisation d'engagement de dépenses correspondante prend effet (généralement entre deux sessions du Conseil d'administration).

Contributions à recevoir (Contributions receivable). Contributions qui ont été annoncées à l'UNICEF mais qui ne seront versées que plus tard.

Contributions volontaires (Voluntary contributions). Contributions offertes à l'UNICEF et acceptées sans référence à un barème de quotes-parts établi par un organe délibérant des Nations Unies.

Crédits budgétaires (Budget appropriations). Total des ouvertures de crédits approuvées par le Conseil pour le budget d'appui aux programmes, de gestion et d'administration, ainsi que d'assistance aux programmes de l'UNICEF sur lequel des engagements de dépenses peuvent être imputés à concurrence du montant approuvé.

Dépenses (Expenditures). Les dépenses d'un exercice donné sont la somme des montants décaissés et des engagements valables non réglés imputés sur les crédits ouverts ou alloués pour ledit exercice.

Dépenses engagées (Obligation). Les dépenses engagées correspondent au montant des commandes et des marchés passés, des services utilisés et des autres opérations imputées sur les ressources de l'exercice en cours. Elles peuvent être soit réglées au cours de l'exercice, soit maintenues dans les livres jusqu'à leur règlement ou leur annulation.

Disponibilités (Cash holdings). Montant global de toutes les disponibilités de l'organisation : espèces (pièces et billets), chèques, soldes des comptes courants ou à vue, comptes d'épargne et dépôts productifs d'intérêts.

Disponible dans des comptes productifs d'intérêts (Cash in interest-bearing deposits). Fonds provisoirement disponibles en sus des fonds nécessaires aux besoins immédiats, placés dans des comptes de dépôt à court terme productif d'intérêts dont ils peuvent être retirés selon les besoins.

Disponible en banque (Cash in current bank accounts). Montant total détenu dans les comptes bancaires, pour répondre aux besoins opérationnels, tel qu'il figure dans les comptes de l'UNICEF.

Disponible en transit (Cash-in-transit). Fonds en cours de virement d'un compte bancaire de l'UNICEF à un autre, à un moment donné.

Élément d'actif (Asset). Un élément d'actif est une ressource possédée par l'organisation ou qui lui est due en raison d'un fait passé.

Élément du passif (Liability). Un élément de passif est un engagement existant en raison d'un fait passé, dont le règlement doit en principe entraîner pour l'organisation une sortie de fonds.

Encaisse (également dénommée « petite caisse ») (Cash-on-hand/petty cash). Sommes détenues en espèces par les fonctionnaires y autorisés afin de pouvoir régler de petites sommes pour le compte de l'organisation.

Exercice financier (Financial periods). Période de deux ans (« exercice biennal ») sur laquelle portent les états financiers de l'organisation.

Fonds d'affectation spéciale (Trust funds). Fonds reçus par l'UNICEF principalement pour couvrir le coût des achats de fournitures et de services effectués par l'UNICEF pour le compte de tiers. Entrent aussi dans cette catégorie les fonds offerts par des donateurs au titre du programme de formation d'administrateurs auxiliaires, ainsi que les dépenses liées aux projets financés par la Banque mondiale, au programme « pétrole contre nourriture » en faveur de l'Iraq et à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination. Ces fonds ne sont pas comptabilisés dans les recettes de l'UNICEF.

Inscription au compte de profits et pertes (Write-off). Écriture de régularisation constatant la perte ou la dépréciation d'un élément d'actif.

Liquidité obligatoire (Liquidity requirement). Pour couvrir les besoins de trésorerie, les soldes en espèces convertibles des ressources ordinaires doivent représenter en fin d'année budgétaire 10 % du montant des ressources ordinaires prévu pour l'année suivante.

Monnaie locale (Local currency). Monnaie du pays ou de la région dans laquelle sont tenus les comptes financiers locaux relatifs à une activité donnée ou dans laquelle s'effectuent les opérations financières locales.

Monnaies non librement utilisables par l'UNICEF (Currencies of « restricted use » for UNICEF). Monnaies dont l'utilisation est limitée, notamment quant à leur cessibilité et à leur convertibilité, par les règlements de change ou par la volonté du donateur. En l'absence de limitations de ce genre, les monnaies sont considérées par l'UNICEF comme étant librement utilisables.

Politique de trésorerie (Liquidity policy). En raison de la nature de l'exécution des programmes et des mouvements de trésorerie de l'UNICEF, des déséquilibres à court terme peuvent se produire de temps en temps entre les décaissements et les encaissements des ressources ordinaires. La politique de trésorerie de l'UNICEF permet de compenser ces déséquilibres passagers par des prélèvements d'un montant équivalant à la moitié au plus du solde des fonds supplémentaires.

Prévisions de dépenses (Budget estimates). Montant estimatif du coût des activités proposées au titre de l'appui aux programmes, des services administratifs et de la gestion ainsi que de l'assistance aux programmes, établi pour présentation au Conseil d'administration de l'UNICEF aux fins de l'ouverture des crédits correspondants.

Prévisions révisées (Revised budget estimates). Montants résultant de l'approbation par le Conseil d'administration d'un projet de « budget additionnel » pour ajuster le budget approuvé précédemment.

Recettes (Income). Les recettes d'un exercice donné sont définies comme étant les montants en espèces ou quasi-espèces reçus ou échus au cours d'un exercice financier, qui viennent augmenter l'actif net. Les recettes de l'UNICEF sont comptabilisées sur la base des fonds reçus ou des contributions annoncées pour l'année en cours. Les fonds qui les composent sont classés sous trois rubriques : ressources ordinaires, fonds supplémentaires et fonds destinés à des opérations de secours d'urgence ou de relèvement.

Recettes : fonds destinés à des opérations de secours d'urgence ou de relèvement (Income, emergency relief and rehabilitation). Il s'agit des fonds versés à l'UNICEF par des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies en réponse à des appels d'urgence.

Recettes : fonds supplémentaires (Income, supplementary funds). Contributions à des fins spéciales versées au titre des programmes approuvés par le Conseil d'administration de l'UNICEF, venant s'ajouter aux ressources ordinaires et qui servent elles aussi à financer des programmes de l'UNICEF. Ces recettes se composent de fonds versés à l'UNICEF par des gouvernements, des organisations non gouvernementales ou des organismes des Nations Unies et affectés expressément à des fins déterminées.

Recettes : ressources ordinaires (Regular resources income). Recettes non affectées à des fins spéciales. Y sont comprises les recettes provenant des contributions volontaires annuelles des gouvernements, les recettes nettes de la Division du secteur privé, le produit des collectes de fonds organisées auprès du public et certaines recettes diverses ou accessoires.

Recettes comptabilisées d'avance (Deferred income). Fonds reçus, ou contributions annoncées et enregistrées comme étant à recevoir, au titre d'exercices financiers à venir – qui ne sont donc pas portés au crédit du compte de recettes de l'exercice sur lequel porte le rapport.

Recettes diverses (Other income). Également désignées sous le nom de recettes accessoires en ce qui concerne les ressources ordinaires. Elles sont définies dans le système des Nations Unies comme étant a) les recettes autres que la valeur des contributions obligatoires ou volontaires; et b) les autres postes de recettes qui peuvent être exclus de cette catégorie en vertu du règlement et des règles de gestion financière de l'organisation. À l'UNICEF, il s'agit, d'une part, des recettes autres que celles provenant des contributions volontaires et, de l'autre, des recettes nettes de la Division du secteur privé.

Règlement financier (Financial Regulations). Jusqu'au 31 décembre 1987, les comptes étaient tenus conformément au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve des ajustements requis par la nature des activités de l'UNICEF. Depuis le 1er janvier 1988, les comptes sont tenus conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'UNICEF.

Réserve pour auto-assurance (Reserve for insurance). Une réserve pour auto-assurance de 200 000 dollars a été constituée en novembre 1950 par le Conseil d'administration, l'UNICEF ayant décidé d'être son propre assureur pour remplacer les fournitures perdues. L'UNICEF est également doté d'une réserve pour couvrir ses risques en matière de responsabilité civile, dont le solde s'élevait au 31 décembre 2001 à 26 399 dollars.

Services d'achat (Procurement services). L'UNICEF aide les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales agissant en faveur de l'enfance en se chargeant, sur demande et contre remboursement, d'effectuer pour eux des achats de biens et de services. L'UNICEF ajoute au coût de ces biens et services une commission modique destinée à la défrayer des dépenses supplémentaires (administration, démarches et formalités) occasionnées par ces achats (voir Fonds d'affectation spéciale).

Solde des fonds (Fund balance). Le solde des fonds et les réserves correspondent à la différence entre l'actif et le passif de l'organisation. Il s'agit des fonds pouvant être prélevés sur les ressources ordinaires pour financer l'exécution de programmes, des fonds supplémentaires et des fonds pouvant être affectés à l'achat d'immobilisations.

Solde inutilisé (Unencumbered balance). Part du montant total du budget approuvé qui n'a pas été dépensée en fin d'année. Le solde non dépensé en fin d'exercice biennal est annulé et signalé au Conseil d'administration.

Stocks (Inventory). Valeur des fournitures et du matériel appartenant à l'organisation et destinés aux programmes, ainsi que du stock matières de la Division du secteur privé, à la fin d'un exercice financier.

Tableau (Schedule). Analyse explicative ou d'appui accompagnant les états financiers.

Taux de change (Rates of exchange). Les comptes de l'UNICEF sont tenus en dollars des États-Unis. En principe, les opérations libellées dans d'autres monnaies sont converties en dollars en appliquant les taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU.
